

00

Bases statistiques et produits généraux

022-1100

Mémento statistique de la Suisse 2011



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10
CH-2010 Neuchâtel

Renseignements:

Téléphone 032 713 60 11
Téléfax 032 713 60 12

Commandes de publications:

Téléphone 032 713 60 60
Téléfax 032 713 60 61
www.statistique.admin.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.admin.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique
Section diffusion et publications
Février 2011. Paraît en français, allemand,
italien, romanche et anglais.

Conception et rédaction:

Bernhard Morgenthaler, Armin Grossenbacher,
Heinz Wyder

Graphiques:

Daniel von Burg

Cartes:

Sabine Kuster

Organisation:

Etienne Burnier

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Mise en page:

Pierre-Alain Baeriswyl, Daniel von Burg

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;
Photo: © Marzanna Syncerz – Fotolia.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1100

ISBN:

978-3-303-00441-8

Table des matières

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

Le Mémento statistique de la Suisse est un petit concentré d'informations statistiques puisées dans l'énorme masse des données de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Il paraît en allemand, en français, en italien, en anglais et en romanche. Les données qu'il contient sont accessibles sous une forme plus détaillée sur divers autres supports d'information.

Si vous souhaitez en savoir davantage sur un thème particulier, nous vous invitons à consulter l'Annuaire statistique de la Suisse 2011, qui paraît en même temps que le Mémento. L'annuaire statistique contient non seulement des chiffres détaillés mais des informations méthodologiques et des définitions. Il s'accompagne d'un CD-ROM qui renferme tous les textes, graphiques et tableaux de l'Annuaire ainsi qu'un Atlas électronique interactif pour les comparaisons statistiques internationales.

Si vous vous intéressez en particulier aux données statistiques les plus récentes, rendez-vous sur le portail statistique suisse en ligne sous www.statistique.ch. Le portail statistique de l'OFS regorge d'informations statistiques intéressantes. Le chemin d'accès à ces informations est indiqué dans le présent Mémento, en bas de page, pour chacun des thèmes traités.

Je vous souhaite bonne lecture et une navigation passionnante sur le portail statistique de l'OFS.

Jürg Marti

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, janvier 2011

Autres sources d'informations:

- Vous pouvez recevoir les communiqués de presse originaux de l'OFS directement dans votre boîte aux lettres électronique – c'est rapide et c'est gratuit.
Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications récentes de l'OFS classées par thèmes.
www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le service d'information de l'OFS répond à vos questions:
tél. 032 713 60 11 ou e-mail : info@bfs.admin.ch

Population résidante permanente dans les cantons, en 2009

	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 1999–2009 en %
Suisse	7 785,8	22,0	73,6	195	8,7
Zurich (ZH)	1 351,3	23,7	95,1	814	12,7
Berne (BE)	974,2	13,0	62,5	167	3,3
Lucerne (LU)	373,0	16,4	51,0	261	8,0
Uri (UR)	35,3	9,4	0,0	33	-0,4
Schwytz (SZ)	144,7	18,0	80,2	170	12,8
Obwald (OW)	35,0	12,9	0,0	73	8,7
Nidwald (NW)	40,8	10,7	87,7	169	8,3
Glaris (GL)	38,5	19,8	0,0	57	-0,6
Zoug (ZG)	110,9	23,3	96,1	535	13,4
Fribourg (FR)	273,2	17,7	55,6	171	16,6
Soleure (SO)	252,7	19,3	77,3	320	3,6
Bâle-Ville (BS)	187,9	31,5	100,0	5 078	-0,3
Bâle-Campagne (BL)	272,8	18,9	91,8	527	5,5
Schaffhouse (SH)	75,7	22,9	75,7	254	2,9
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	53,0	13,9	53,2	218	-1,3
Appenzell Rh.-Int. (AI)	15,7	10,0	0,0	91	4,9
Saint-Gall (SG)	474,7	21,7	67,0	243	6,0
Grisons (GR)	191,9	16,1	50,0	27	3,1
Argovie (AG)	600,0	21,5	65,7	430	11,0
Thurgovie (TG)	244,8	21,0	49,6	284	7,7
Tessin (TI)	335,7	25,4	87,2	122	8,8
Vaud (VD)	701,5	30,5	74,7	249	13,8
Valais (VS)	307,4	20,4	56,8	59	11,5
Neuchâtel (NE)	171,6	23,1	74,5	239	3,6
Genève (GE)	453,3	38,7	99,2	1 844	12,5
Jura (JU)	70,1	12,3	30,3	84	1,9

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2009

	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 1999–2009	en milliers	Croissance en % 1999–2009
Total	1 069,5	6,7	3 008,2	10,3
Zurich	368,7	9,5	1 170,2	13,0
Genève	186,0	7,2	521,4	13,4
Bâle	166,2	-0,3	498,0	4,2
Berne	123,5	0,6	350,8	3,4
Lausanne	125,9	9,9	330,9	12,0
Winterthour	99,4	12,9	137,0	14,0

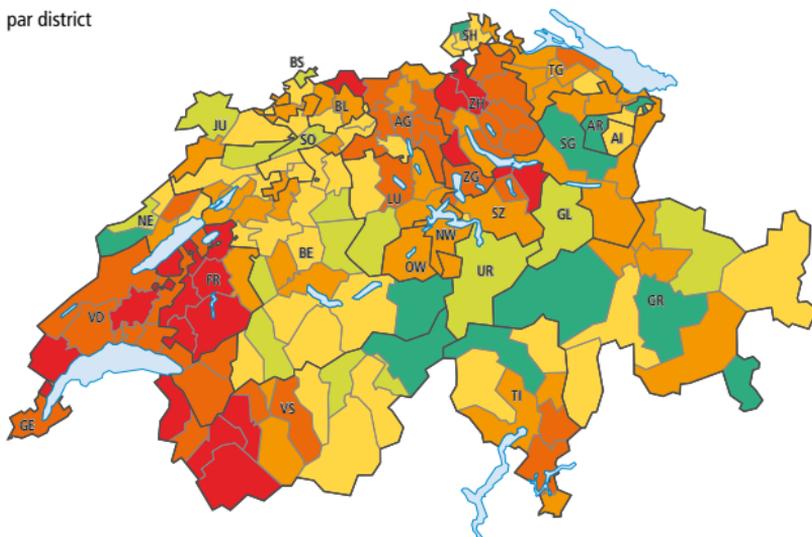
La population est majoritairement citadine

Aujourd'hui la part de la population vivant dans des régions urbaines atteint 74%, contre seulement 36% en 1930. La moitié de cette population urbaine habite dans l'une des agglomérations des cinq plus grandes villes de Suisse (Zurich, Bâle, Genève, Berne et Lausanne).

Depuis 2000, la croissance démographique dans les régions urbaines est plus marquée que dans les régions rurales (2009: +1,2% contre +0,9%).

Croissance démographique, de 1999 à 2009

par district



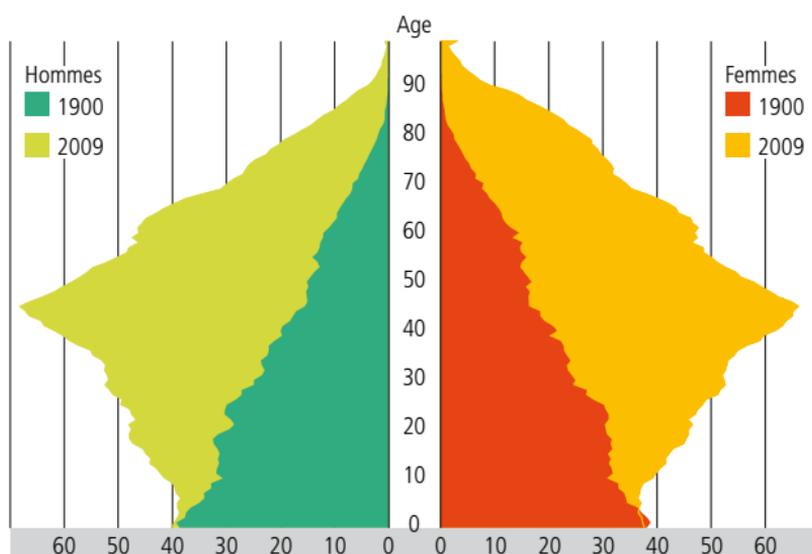
Variation de la population résidente permanente, en %

CH: +8,7 %



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges (1900) s'est transformée en « sapin » (2009), les générations 1959 à 1971 étant ici prédominantes. Les jeunes générations sont elles moins nombreuses, alors que les personnes âgées sont en nombre croissant. Le vieillissement va se poursuivre: la part des 65 ans et plus devrait passer de 17% en 2009 à 28% environ en 2060. Ces dernières années, la croissance démographique en Suisse s'explique surtout par l'excédent migratoire et dans une bien moindre mesure par l'excédent des naissances.

Enfants nés vivants, en 2009

Total	78 286
Garçons pour 100 filles	106,7
Part des enfants nés hors-mariage	17,9
Nombre d'enfants par femme ¹	1,50

1 Nombre d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité observés durant l'année sous revue dans différentes classes d'âges

Décès, en 2009

Total	62 476
Age au décès	
0–19 ans	586
20–39 ans	1 003
40–64 ans	8 123
65–79 ans	15 996
≥ 80 ans	36 768

Migrations internationales, en 2009

Personnes immigrées	160 623
dont étrangers	138 269
Personnes émigrées	86 036
dont étrangers	59 236
Solde migratoire	74 587
Suisse	–4 446
Etrangers	79 033

Migrations internes², en 2009

Total arrivées et départs	433 466
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2009

Total	41 918
Suisse/Suisse	21 538
Suisse/étranger	8 245
Etranger/Suisse	6 753
Etranger/étranger	5 382
Age moyen au mariage (ans)	
Hommes célibataires	31,5
Femmes célibataires	29,2

Divorces, en 2009

Total	19 321
avec enfants mineurs (%)	44,1
Durée du mariage	
0–4 ans	2 026
5–9 ans	5 462
10–14 ans	3 598
15 ans et plus	8 235
Indic. conjoncturel de divortialité ³	47,7

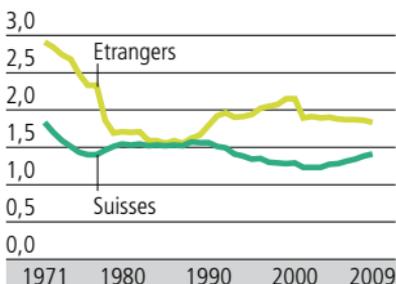
3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

Naissances multiples⁴, en 2009

Total	1 440
dont naissances de jumeaux	1 415

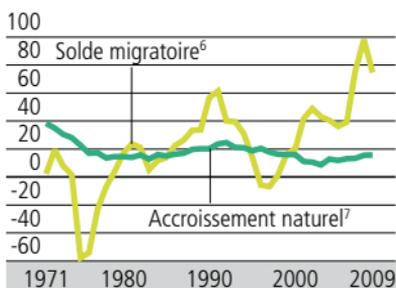
4 Nombre d'accouchements; enfants nés vivants et morts-nés

Indicateur conjoncturel de fécondité⁵



5 Nombre d'enfants par femme; cf. remarque 1

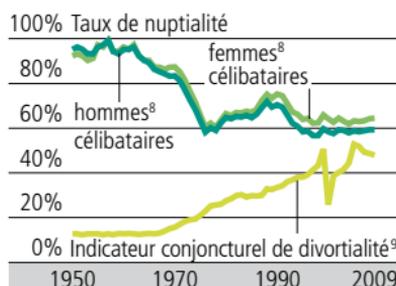
Solde migratoire et accroissement naturel en milliers



6 Y compris les changements de statut: remplacement de l'autorisation de résidence valable moins de 12 mois par une autorisation de résidence valable 12 mois ou plus

7 Naissances vivantes moins décès

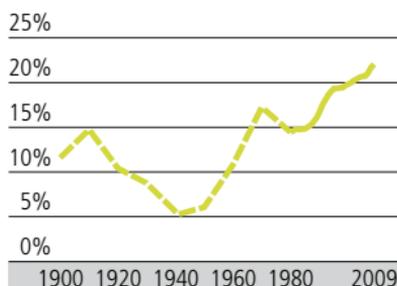
Mariages et divorces



8 Pourcentage des hommes célibataires ou des femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3

Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère

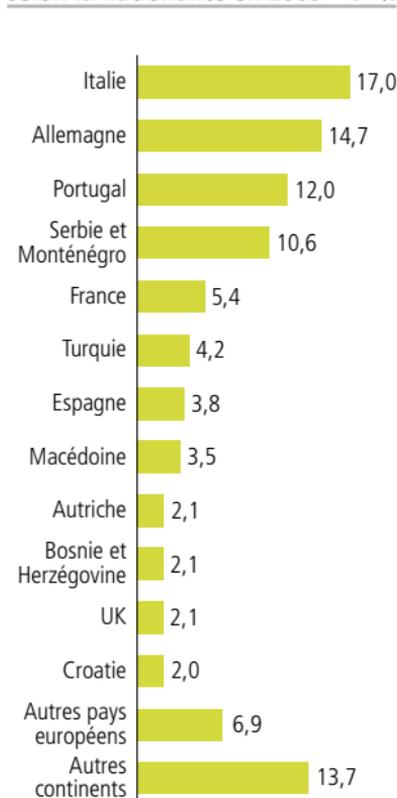


Population résidente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2009

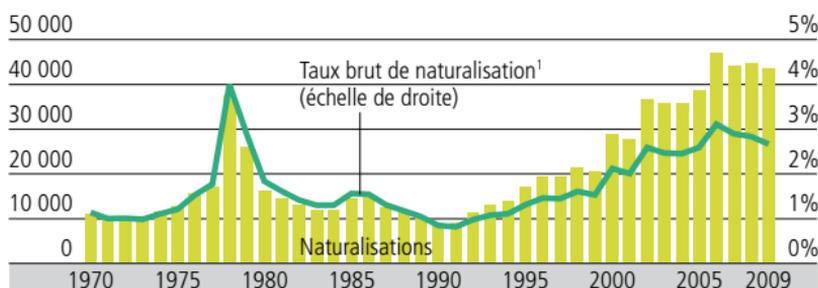
en milliers	
Total¹	1 802,3
Autorisation de séjour (livret B)	550,7
Autorisation d'établis. (livret C)	1 111,3
Autorisation de séjour de courte durée (≥12 mois) (livret L)	18,3
Fonctionnaires internationaux et diplomates	29,8
Autorisation de séjour de courte durée (<12 mois) (livret L)	48,0
Requérants d'asile (livret N)	17,6
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	22,7

¹ Y compris l'effectif compensatoire

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité en 2009



Acquisitions de la nationalité suisse



¹ Nombre de personnes naturalisées en % de la population résidente permanente d'origine étrangère

Population étrangère: plus de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 15 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 22%. Plus de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (52%) y résident depuis plus de 15 ans ou sont nés ici. En 2009, 43 400 personnes (2,6% de la population résidente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse, une part qui est relativement faible en comparaison européenne. La population étrangère est jeune: on ne compte que 11 personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans), contre 33 chez les Suisses. 26% des enfants nés en Suisse en 2009 sont de nationalité étrangère. En 2009, le nombre des immigrations s'est réduit de 13% par rapport à 2008. 66% des immigrés étaient des ressortissants de l'espace UE/AELE.

Les formes de vie commune changent

Les gens sont toujours moins nombreux à vivre dans un ménage familial avec enfants: ils étaient 65% à être dans ce cas en 1970, contre 48% aujourd'hui (2009). De plus en plus de personnes vivent seules (7% en 1970 contre 17% en 2009) ou dans des ménages de couple sans enfant (18% contre 27%).

La décision de se marier et de fonder une famille intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 29 ans (2009) pour les femmes et de 26 à 31 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 30 ans.

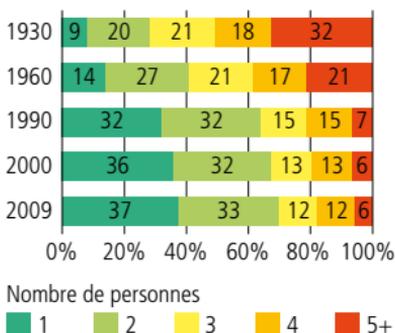
Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: deux tiers des mères vivant en couple et dont l'enfant le plus jeune a moins de 7 ans (69%) sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères (cf. p. 48). La part des enfants ne vivant qu'avec un de leurs parents s'accroît. Elle est particulièrement élevée chez les jeunes de 15 à 19 ans (2009: 17%; 1980: 11%).

Langues, en 2000 ¹	en %
Allemand	63,7
Français	20,4
Italien	6,5
Serbe et croate	1,5
Albanais	1,3
Portugais	1,2
Espagnol	1,1
Anglais	1,0
Langues turques	0,6
Romanche	0,5
Autres langues slaves	0,3
Autres langues	1,9

¹ Population selon la langue principale

Taille des ménages

Ménages privés seulement

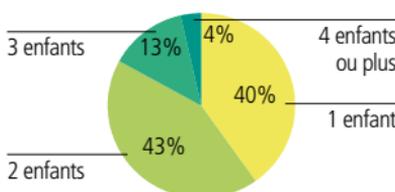


Ménages privés, en 2009 en milliers

Total	3 399,3
Ménages d'une personne	1 268,3
Ménages familiaux	2 089,0
Couples sans enfant	971,5
Couples avec enfants	901,5
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	182,8
Personnes seules avec père ou mère	33,2
Ménages non familiaux	42,1

Ménages familiaux avec enfants en 2000

uniquement enfants non mariés de moins de 18 ans



Appartenance religieuse, en 2000

	en %
Protestants ¹	35,3
Catholiques romains	41,8
Catholiques-chrétiens	0,2
Chrétiens orthodoxes	1,8
Autres communautés chrétiennes	0,2
Communauté juive	0,2
Communautés islamiques	4,3
Autres Eglises et communautés religieuses	0,8
Sans appartenance religieuse	11,1
Sans indication	4,3

¹ Y compris Eglises néo-apostoliques et Témoins de Jéhovah

Données climatiques, en 2009

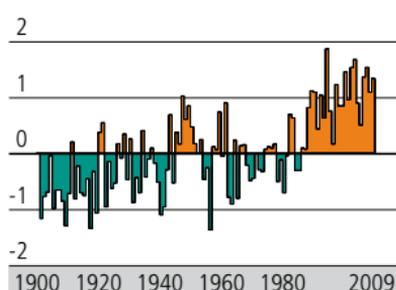
Station	Température moyenne de l'air		Précipitations annuelles		Ensoleillement annuel	
	°C	Ecart ¹ en °C	mm	Indice ²	Heures	Indice ²
Lugano (273 m d'altitude)	13,2	1,6	1 680	109	2 250	111
Bâle-Binningen (316)	11,1	1,5	765	98	1 677	105
Genève-Cointrin (420)	11,2	1,6	886	93	2 014	119
Neuchâtel (485)	10,8	1,5	780	84	1 822	118
Sion (482)	10,7	1,5	516	86	2 201	111
Zurich / Fluntern (556)	9,9	1,4	1 098	101	1 676	113
Berne-Zollikofen (553)	9,4	1,5	959	93	1 890	115
Saint-Gall (776)	8,9	1,5	1 246	100	1 636	123
Davos (1594)	3,8	1,0	929	93	1 716	102

1 Par rapport à la moyenne d'une longue série de mesures (1961 – 1990)

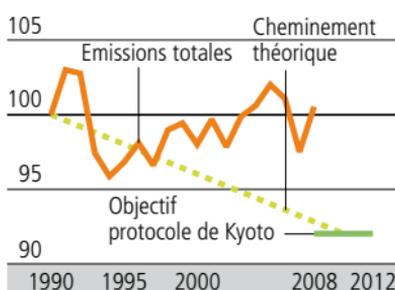
2 100 = moyenne d'une longue série de mesures (1961 – 1990)

Ecart de température

par rapport à la moyenne 1961 – 1990, en °C

**Emissions de gaz à effet de serre**

Indice 1990 = 100

**Changements climatiques**

En rejetant toujours plus de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, l'être humain modifie sensiblement le système climatique de la Terre, comme en témoigne la hausse des températures indépendamment des variations naturelles. Les émissions de gaz à effet de serre sont dues principalement aux transports (en particulier les transports routiers), aux ménages (chauffage et eau chaude) et à l'industrie.

Utilisation du sol

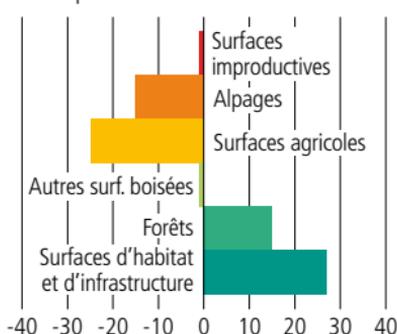
Période de relevé 1992 – 1997

	km ²	%
Surface totale	41 285	100
Forêts, surfaces boisées	12 716	30,8
Surfaces agricoles	9 873	23,9
Alpages	5 378	13,0
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	2 791	6,8
Lacs et cours d'eau	1 740	4,2
Autres surfaces improductives	8 787	21,3

Evolution de l'utilisation du sol

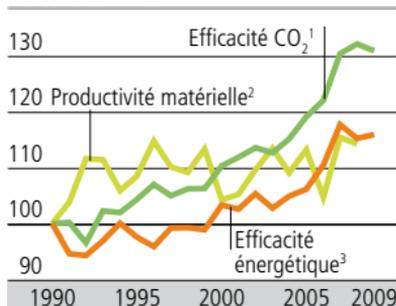
de 1979/85 à 1992/97

En km² par année



Eco-efficacité

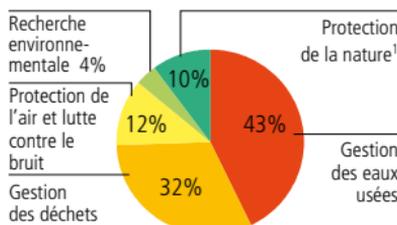
Indice 1990 = 100



- 1 PIB / émissions de CO₂
- 2 PIB / ensemble des besoins matériels
- 3 PIB / consommation finale d'énergie

Dépenses publiques de protection de l'environnement 2008

Total: 4,0 milliards de francs



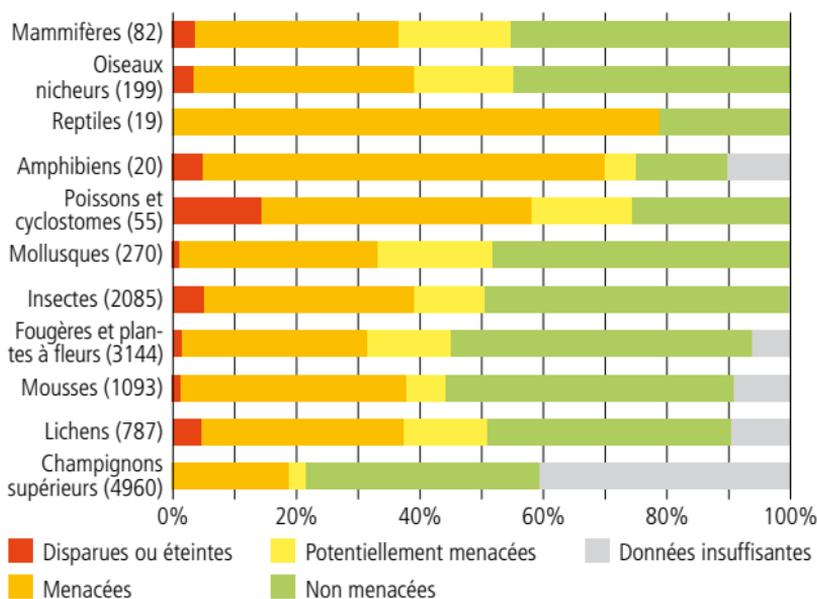
1 Y c. paiements directs à l'agriculture pour ses prestations écologiques

Eco-efficacité

L'éco-efficacité de l'économie augmente quand, pour une même quantité de rejets de CO₂, d'énergie consommée ou de matières utilisées, la valeur économique produite augmente. Une amélioration de l'éco-efficacité peut toutefois être due au développement du secteur tertiaire au détriment du secteur secondaire, et signifier que des activités industrielles qui utilisent beaucoup d'énergie et de matières, et qui produisent de grandes quantités de CO₂, ont été transférées à l'étranger.

Biodiversité – Espèces menacées

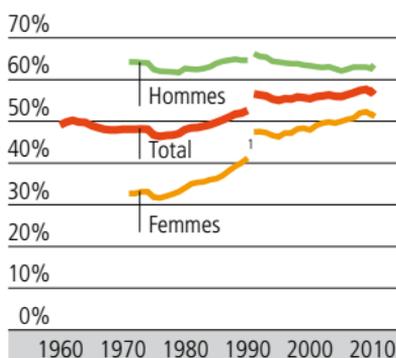
Etat: 1994–2010 selon le groupe d'espèces



Du fait de la diversité de ses paysages, la Suisse présente une grande variété d'habitats naturels pour les plantes et les animaux. Ce sont des conditions idéales pour une grande biodiversité. Les activités humaines constituent cependant une menace pour la diversité biologique. Si la transformation du paysage par l'être humain a créé des habitats propices à l'implantation de nouvelles espèces, l'uniformisation croissante et l'utilisation plus intensive du paysage conduisent inexorablement à une diminution des populations et finalement à des disparitions d'espèces.

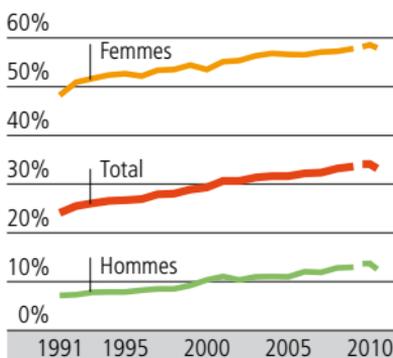
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Espace, environnement

Personnes actives en % de la population résidente permanente

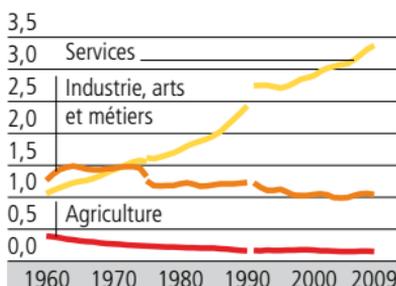


1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes travaillant à temps partiel en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

2^e trimestre, population résidente permanente, en milliers

	2009	2010
Total	4 268	4 282
Indépendants	558	571
Collaborateurs familiaux	93	85
Salariés	3 383	3 398
Apprentis	234	228

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe en milliers

	1991	1995	2000	2007	2008	2009
Total	4 136	3 996	4 116	4 440	4 536	4 568
Suisses	3 080	3 010	3 142	3 289	3 331	3 334
Etrangers	1 055	987	974	1 151	1 205	1 234
Autorisat. d'établissement	555	563	592	585	604	610
Autorisation de séjour	179	203	183	279	316	339
Saisonniers ¹	85	38	23	–	–	–
Frontaliers	182	147	142	203	214	220
Autorisat. de courte durée	21	18	19	65	50	46
Autres étrangers	33	17	15	20	21	19
Hommes	2 423	2 306	2 320	2 461	2 496	2 497
Femmes	1 713	1 690	1 796	1 979	2 040	2 071

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Forte augmentation du nombre de femmes actives occupées

Entre 2004 et 2010, le nombre de femmes actives occupées (+10,2% à 2,060 millions) a augmenté de manière plus marquée que celui des hommes (+8,4% à 2,528 millions). De plus en plus, elles mènent de front activité professionnelle et vie de famille et occupent en majorité des emplois à temps partiel. En 2009, 57,8% des femmes exercent une activité à temps réduit (2004: 56,8%). La part d'hommes à temps partiel est également en légère progression depuis 2004 (+2 point de pour cent) et atteint 13% en 2009. L'essor de l'activité féminine a également été favorisé par la tertiarisation de l'économie; en effet, 86,7% des femmes sont occupées dans le secteur tertiaire en 2009 (hommes: 64,3%).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Sans l'afflux de travailleurs immigrés, la forte croissance que nous avons connue durant la deuxième moitié du 20^e siècle n'aurait pu avoir lieu. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, leur proportion atteint 27,2% en 2010. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 36,2% des actifs occupés (2010), contre 25,1% dans le tertiaire.

Deux tiers des actifs occupés étrangers (2009: 67,8%) sont des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE; parmi ceux-ci, la moitié environ est de nationalité allemande (25,8%) ou italienne (24,8%).

Sur l'ensemble des personnes actives ayant immigré en Suisse ces 10 dernières années, plus des quatre cinquièmes (83,4%) ont achevé une formation du degré secondaire II ou du degré tertiaire. La part correspondante est de 61,2% seulement pour les personnes ayant immigré depuis plus longtemps.

Chômage¹

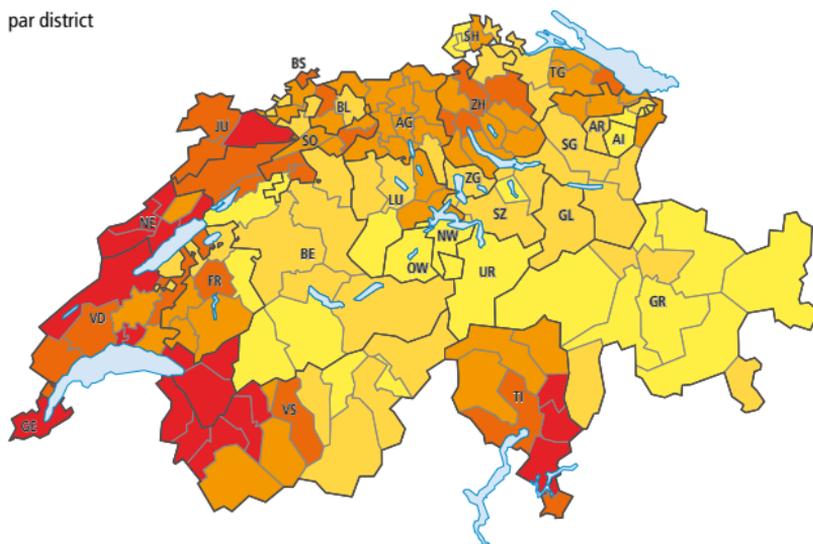
	1991	1995	2000	2009	2010
Chômeurs	39 222	153 316	71 987	146 089	151 986
dont chômeurs de longue durée ² en %	4,4	28,7	20,1	13,1	21,4
Taux de chômage en %	1,1	4,2	1,8	3,7	3,9
Hommes	1,0	3,9	1,7	3,7	3,8
Femmes	1,2	4,8	2,0	3,7	3,9
Suisses	0,8	3,2	1,3	2,7	2,8
Etrangers	2,1	8,0	3,7	7,2	7,5
15–24 ans	1,1	3,9	1,8	4,6	4,4

¹ Chômage selon SECO – Taux de chômage selon la définition internationale: cf. page 26

² Durée du chômage > 12 mois

Taux de chômage, en 2010

par district



Part des personnes au chômage (selon le SECO) dans l'ensemble des personnes actives, en %

< 2,0
 2,0–2,9
 3,0–3,9
 4,0–4,9
 ≥ 5,0
 CH: 3,9

Niveau des salaires, en 2008

salaire brut mensuel, médiane¹

	Niveau des qualifications requises ²				
	Total	a	b	c	d
Suisse³	5 823	10 936	6 995	5 622	4 466
Région lémanique (VD, VS, GE)	5 938	10 880	7 205	5 958	4 593
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	5 716	10 273	6 705	5 571	4 528
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 095	11 664	7 150	5 844	4 610
Zürich (ZH)	6 250	12 656	7 771	5 678	4 420
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	5 439	9 286	6 346	5 302	4 372
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	5 674	10 172	6 588	5 416	4 436
Tessin (TI)	4 983	8 770	5 762	5 195	3 953

Salaires mensuels bruts, secteurs privé et public, en 2008

Valeur centrale, médiane¹

	Niveau des qualifications requises ²			
	Total	a + b	c	d
Secteur public communal	7 202	8 263	6 865	5 424
Secteur public cantonal	7 515	9 090	6 775	5 337
Confédération	6 985	9 781	6 825	5 525
Secteur privé, au total	5 777	7 455	5 560	4 422
Secteur privé (entreprises avec moins de 5 salariés)	5 023	5 940	4 670	3 850
Secteur privé (entreprises avec 1000 salariés et plus)	6 454	9 609	6 107	4 477

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Niveau des qualifications requises pour le poste de travail

a = travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

b = travail indépendant et très qualifié

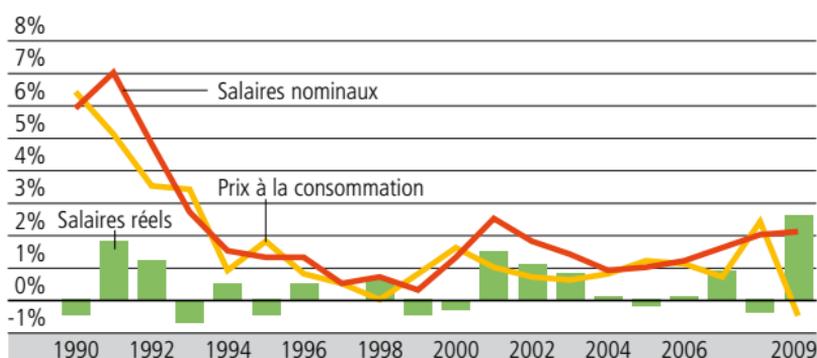
c = connaissances professionnelles spécialisées

d = activités simples et répétitives

3 Secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

variation par rapport à l'année précédente, en %



Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	2000	2007	2008	2009
Total	254	272	279	292	290	298
Hommes	241	257	264	274	273	280
Femmes	279	302	311	328	326	335

Forte détérioration de l'économie suisse en 2009

Les prémisses de l'extension de la crise financière à l'ensemble de l'économie annoncées en 2008 se sont réalisées en 2009. L'activité économique en Suisse, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), a en effet enregistré une baisse significative de 1,9%. Ce sont les branches exportatrices qui ont le plus fortement ressenti la morosité économique internationale alors que le secteur bancaire a subit de nouveau les effets de la crise financière, l'amélioration sur les marchés financiers ne s'étant produite que graduellement.

Du côté de la demande, à des dépenses de consommation finale croissantes, tout comme les investissements dans la construction, s'opposent la contraction des investissements en biens d'équipement et surtout une contribution du commerce extérieur fortement négative. Après une baisse marquée du revenu national brut (RNB) en 2008, les revenus perçus par les unités résidentes affichent en 2009 une augmentation de 10,2%. Cette évolution est en grande partie due à l'amélioration des résultats des filiales étrangères des banques suisses. Ainsi, en 2009 le solde de revenus avec l'étranger redevient positif et atteint les 22 milliards, contre un déficit de 38 milliards enregistré l'année précédente.

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

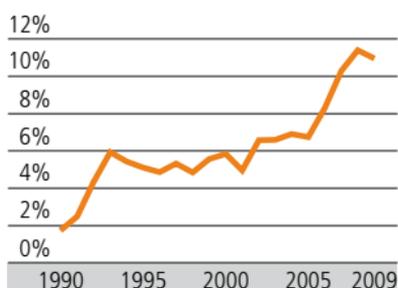
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^P	2009 ^P
PIB	1,2	0,4	-0,2	2,5	2,6	3,6	3,6	1,9	-1,9
Dépense de consommation finale	2,6	0,3	1,1	1,4	1,6	1,4	1,9	1,4	1,1
Formation brute de capital	-0,0	-0,6	-1,2	3,5	2,4	1,6	-0,4	-3,4	-0,8
Exportations de biens et de services	0,5	-0,1	-0,5	7,9	7,8	10,3	9,6	3,3	-8,7
Importations de biens et de services	2,3	-1,1	1,3	7,3	6,6	6,5	6,1	0,3	-5,4
PIB en milliards de francs, à prix courants	430	434	438	451	464	491	521	544	535

La contribution extérieure tendentiellement en augmentation

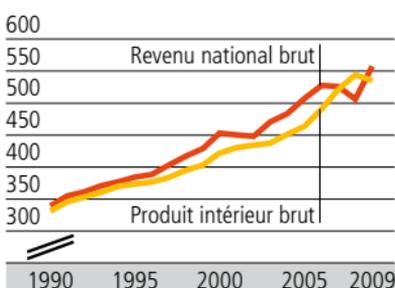
Le commerce extérieur joue un rôle moteur depuis 1997. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du produit intérieur brut (PIB) qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale ce qui conduit à une contribution du commerce extérieur négative et concourt de manière importante à la baisse du PIB.

Le rôle croissant du reste du monde s'observe également en considérant les revenus encaissés de l'étranger, qui jouent ainsi un rôle croissant dans la détermination du revenu national brut (RNB), généralement plus dynamique que le PIB. Les années 2007 et 2008 se distinguent fortement avec un RNB exceptionnellement moins dynamique en relation avec les pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger.

Poids de la contribution extérieure dans le PIB à prix courants



PIB et RNB à prix courants en milliards de francs suisses

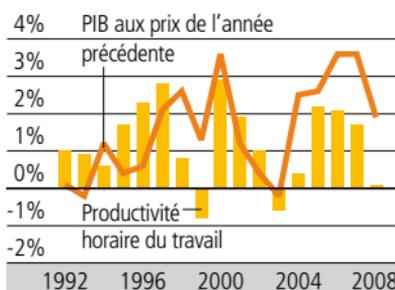


Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par l'heure de travail.

Le graphique représente les évolutions de la productivité horaire

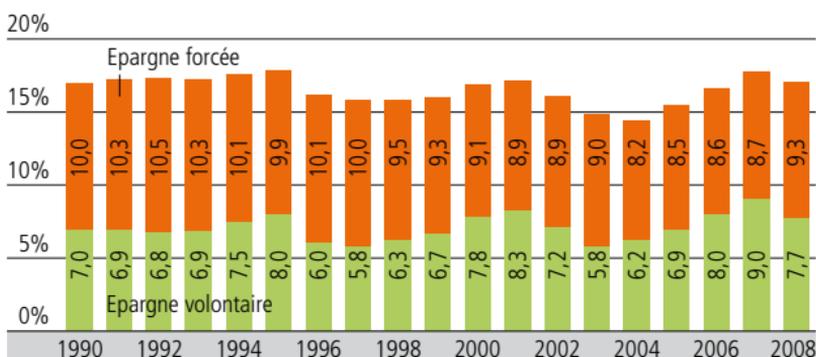
du travail et du PIB. De manière générale, on constate des tendances similaires entre les deux évolutions. En phase d'expansion (croissance du PIB), la productivité horaire du travail a tendance à augmenter également, alors qu'en phase de ralentissement économique (PIB stagnant ou en baisse), la productivité décroît.

Taux d'évolution annuel



Taux d'épargne des ménages et ISBLSM¹

Part au revenu disponible brut



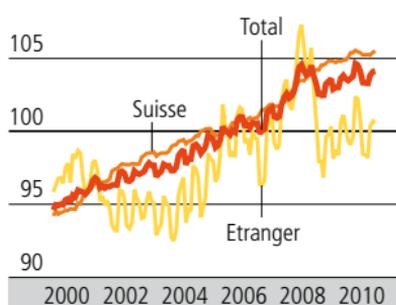
¹ Institutions sans but lucratif au service des ménages

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2006	2007	2008	2009	2010
Total	1,1	0,7	2,4	-0,5	0,7
Alimentation et boissons non-alcoolisées	0,0	0,5	3,1	-0,2	-1,1
Boissons alcoolisées et tabacs	1,1	2,1	2,6	2,7	1,2
Habillement et chaussures	1,9	0,3	4,0	2,4	1,1
Logement et énergie	2,8	2,1	4,9	-1,1	2,4
Équipement ménager et entretien courant	0,1	0,3	0,8	0,8	-0,4
Santé	0,0	-0,2	-0,2	0,3	-0,2
Transport	2,8	1,0	3,5	-3,3	2,4
Communications	-6,9	-3,0	-2,9	-4,9	-1,4
Loisirs et culture	-0,2	-0,5	0,6	-0,6	-2,1
Enseignement	1,6	1,6	1,5	1,6	1,2
Restaurants et hôtels	1,2	1,4	2,3	1,7	0,8
Autres biens et services	0,9	0,1	0,8	0,5	1,3

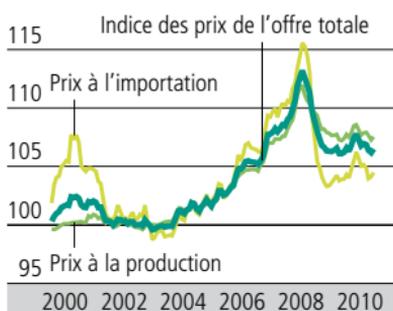
Prix à la consommation selon la provenance des biens

110 Indice décembre 2005 = 100



Indice des prix à la production et à l'importation

120 Indice mai 2003 = 100



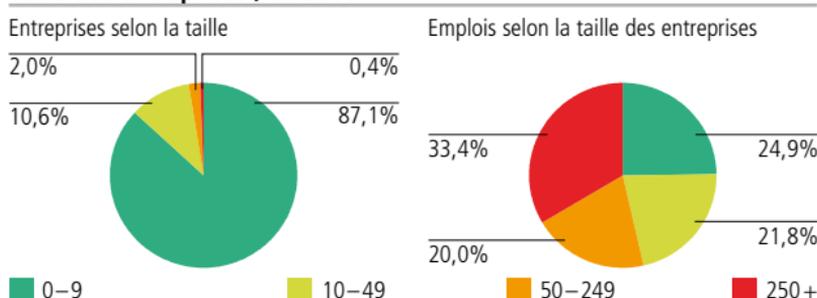
Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2009^P

EU-27 = 100

	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	135	107	117	103
Consommation individuelle effective	141	105	115	107
Alimentation et boissons non-alcoolisées	140	111	111	108
Boissons alcoolisées et tabacs	106	103	111	108
Habillement et chaussures	116	104	106	105
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	185	110	127	104
Ameublement, équipement ménager et entretien	113	99	109	106
Santé	140	105	113	118
Transport	110	108	103	99
Communications	97	94	121	109
Loisirs et culture	125	104	112	107
Enseignement	200	106	117	114
Hôtels, cafés et restaurants	129	102	121	110
Autres biens et services	137	105	114	107
Consommation collective effective	155	116	134	113
Formation brute de capital fixe	128	114	116	89
Machines et appareils	112	102	103	100
Construction	150	126	125	83
Logiciels	115	100	104	94

Poursuite des mutations structurelles, prédominance des PME

La part du secteur tertiaire dans le total des emplois est passée de 68,5% en 2001 à 69,6% en 2008 (entreprises marchandes uniquement). Au total, quelque 280 000 nouveaux emplois ont été créés, dont 51 000 dans le secteur secondaire et 229 000 dans le secteur tertiaire, soit une croissance de 5,0% et de 10,4% respectivement. L'emploi s'est accru le plus fortement dans le domaine de la «santé et de l'action sociale» (+90 000 ou +29,6%) ainsi que dans les «services spécialisés, scientifiques et techniques» (+39 000 ou +17,1%). Il a reculé dans certaines branches économiques: les plus lourdes pertes concernent la branche «industrie du papier, imprimerie» (-9500 ou -18,7%) et l'«industrie du textile, de l'habillement et du cuir» (-4800 ou -20,8%). Les petites et moyennes entreprises (PME), à savoir celles comptant moins de 250 emplois, continuent de dominer le paysage économique suisse. En 2008, elles représentent 99,6% des entreprises marchandes et deux tiers des emplois de ces dernières.

Taille des entreprises¹, en 2008

¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée en équivalents plein temps (les emplois à temps partiel sont convertis en emplois à plein temps)

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

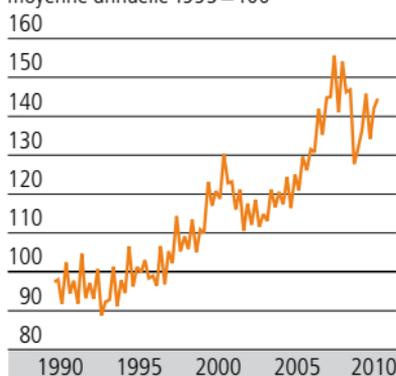
selon la NOGA 2008, en milliers	2008	
	Entreprises	Emplois
Total	312,9	3 494,1
Secteur secondaire	73,1	1 063,2
dont:		
Industries extractives	0,2	4,4
Industries alimentaires et du tabac	2,2	66,5
Industries du textile et de l'habillement	1,6	18,3
Industries du bois et du papier; imprimerie	9,1	80,5
Industrie pharmaceutique	0,2	35,2
Fabrication de produits métalliques	7,5	109,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,2	115,6
Fabrication d'équipements électriques	0,8	42,1
Production et distribution d'énergie	0,4	24,4
Construction de bâtiments et génie civil	5,3	103,3
Secteur tertiaire	239,8	2 430,8
dont:		
Commerce de gros	19,8	202,5
Commerce de détail	34,7	369,3
Hébergement	4,8	76,8
Restauration	20,8	149,7
Activités informatiques et services d'information	11,2	70,5
Activités des services financiers	1,6	131,3
Activités d'architecture et d'ingénierie	18,1	93,7
Activités de services administratifs et de soutien	11,2	140,0
Activités pour la santé humaine	16,7	263,5

Créations d'entreprises, en 2008

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	Emplois créés	Emplois à plein temps créés	Emplois à temps partiel créés
Total	11 596	21 779	14 951	6 828
Secteur secondaire	2 151	4 224	3 466	758
Industrie et énergies	728	1 385	1 063	322
Construction	1 423	2 839	2 403	436
Secteur tertiaire	9 445	17 555	11 485	6 070
Commerce et réparations	1 960	3 378	2 249	1 129
Transports et entreposage	393	712	567	145
Hébergement et restauration	229	884	473	411
Information et communication	1 071	1 920	1 402	518
Activités financières et assurances	653	1 242	942	300
Activités immobilières et de services	1 119	2 504	1 422	1 082
Activités spécialisées et scientifiques	2 975	4 675	3 296	1 379
Enseignement	181	405	143	262
Santé et action sociale	259	643	308	335
Arts et activités récréatives	224	520	277	243
Autres activités de services	381	672	406	266

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 1995=100



La production dans le secteur secondaire (sans la construction) a dans l'ensemble progressé de 51% entre 1990 et 2009. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. Ainsi, elle a diminué dans les années de récession 2002 et 2003 pour repartir à la hausse en 2004, lorsque la conjoncture s'est rétablie. Elle s'est à nouveau amoindrie à fin 2008, suite à la crise financière mondiale.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

		2005	2006	2007	2008	2009
Total	nominal	1,9	2,8	3,5	4,1	0,0
	réel	2,2	3,3	4,2	3,1	0,5
dont:						
Alimentation, boissons, tabac et articles pour fumeurs	nominal	0,5	2,0	2,9	7,4	1,9
	réel	0,6	1,9	2,1	4,2	1,7
Vêtements, chaussures	nominal	3,9	3,0	4,3	0,3	-1,4
	réel	4,4	1,0	4,1	-3,6	-4,0
Carburants	nominal	11,2	8,6	4,5	9,4	-15,4
	réel	1,8	1,1	2,0	2,0	-2,2
Total hors carburants	nominal	1,6	2,6	3,5	3,9	0,9
	réel	2,0	2,9	3,9	2,5	0,9

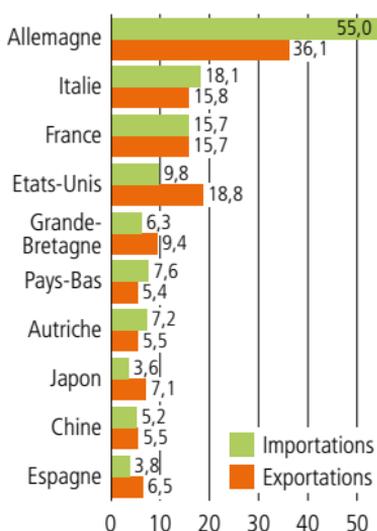
Coût du travail

Le coût du travail comprend l'ensemble des frais incombant aux employeurs pour l'emploi de leur main-d'œuvre; il représente en général la plus grande partie des coûts de production. En Suisse, il se répartit de la manière suivante: 83,4% reviennent aux salaires et traitements, 15,0% aux cotisations des employeurs aux assurances sociales et 1,6% aux coûts pour la formation professionnelle, le recrutement du personnel et les frais divers (2008).

Le coût du travail est un indicateur essentiel de l'attractivité d'une place économique. Il varie fortement d'un pays à l'autre. Avec un coût de € 33.81 par heure travaillée (en 2006), la Suisse est dans le groupe de tête des pays d'Europe, avec le Danemark (€ 33.1), l'Islande (€ 32.4) et la Suède (€ 32.2). Les coûts horaires sont compris entre € 26 et € 31 en France, en Allemagne et en Autriche, qui sont les trois pays limitrophes de la Suisse où le coût du travail dépasse la moyenne de l'UE-15.

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2009

en milliards de francs



Le commerce extérieur représente une part importante du produit intérieur brut de la Suisse. En 2009 ses principaux partenaires commerciaux sont les pays industrialisés, qui ont absorbé 76,5% des exportations et ont fourni 86,6% des importations. L'UE occupe à cet égard une place essentielle (59,7% des exportations, 78% des importations).

Commerce extérieur: les principaux biens

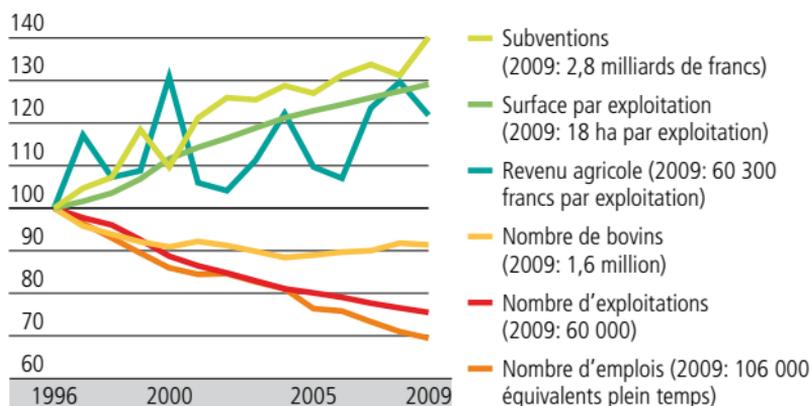
en millions de francs

	Importations			Exportations		
	1990	2008	2009	1990	2008	2009
Total	96 611	197 521	168 998	88 257	215 984	187 448
dont:						
Produits de l'agriculture et de la sylviculture	8 095	14 199	13 306	2 998	8 455	8 262
Textiles, habillement, chaussures	8 806	10 040	9 042	4 984	4 468	3 688
Produits chimiques	10 625	38 272	34 964	18 422	71 918	71 771
Métaux	9 025	18 089	12 323	7 537	15 276	10 489
Machines, électronique	19 794	35 611	29 250	25 527	43 806	33 741
Véhicules	10 230	16 750	14 961	1 485	6 094	5 343
Instruments, horlogerie	5 786	15 139	15 378	13 330	37 988	32 407

Les terres agricoles et les forêts occupent respectivement 37% et 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée, pour la protection de la diversité paysagère et la biodiversité. En 2009, la contribution cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 1,2%.

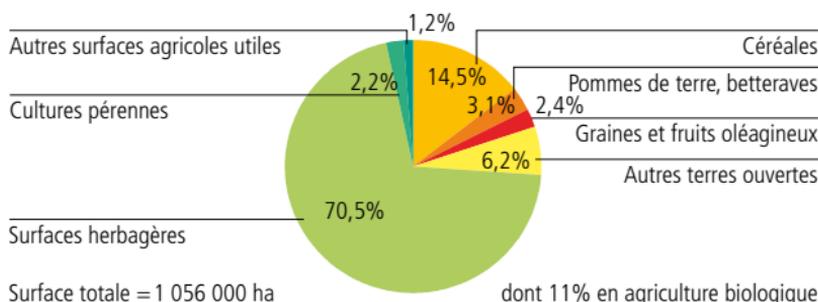
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2009

sans les alpages



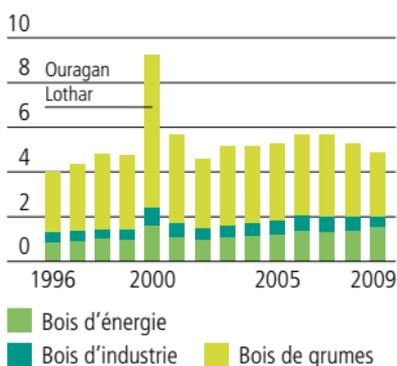
Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2009

	en %
Produits végétaux	44,1
Céréales	3,6
Plantes fourragères	11,6
Produits maraîchers et horticoles	14,1
Fruits et raisin	5,5
Vins	4,4
Autres produits végétaux	4,8
Animaux et produits animaux	46,6
Bovins	11,9
Porcins	9,4
Lait	20,5
Autres animaux et produits animaux	4,7
Services agricoles	6,1
Activités secondaires non agricoles	3,2

¹ valeur totale = 10,7 milliards de francs

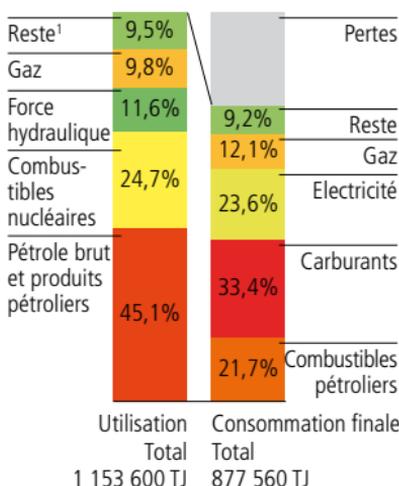
Récolte de bois

en millions de m³



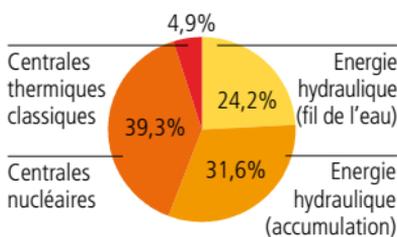
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Agriculture, sylviculture

Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2009



¹ Y c. le solde exportateur d'électricité (0,7%)
Total 100,7%

Production d'électricité, en 2009



Total: 66,5 milliards kWh

Energies renouvelables, en 2009

Part de la consommation finale	en %
Energie hydraulique	12,10
Energie solaire	0,21
Chaleur de l'environnement	1,00
Biomasse (bois et biogaz)	4,14
Energie éolienne	0,01
Part renouvelable des déchets	1,19
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,20
Biocarburants	0,06

Consommation en hausse

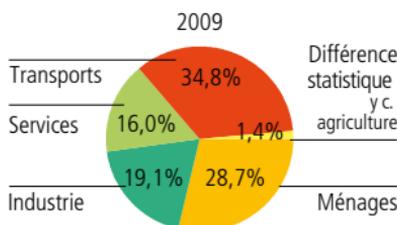
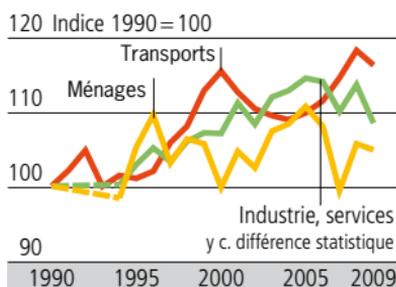
La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc., se traduit par une utilisation accrue d'énergie, malgré les progrès réalisés dans le domaine de l'efficacité énergétique. Les transports, qui absorbent près du tiers de l'énergie finale, constituent la catégorie de consommateurs la plus importante. Plus des deux tiers de la consommation finale d'énergie sont couverts par les combustibles fossiles; 18,9% proviennent d'énergies renouvelables, principalement de l'énergie hydraulique.

Consommation finale d'énergie

en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

	Dépenses dans la construction				
	en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2008	2009
Total	34 198	47 588	43 708	45 958	47 379
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	14 909	15 399
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 432	9 617
dont routes	...	...	5 221	4 115	4 407
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	5 476	5 783
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	31 048	31 980
dont logements	...	...	17 147	20 409	21 494

Construction de logements

	1980	1990	2000	2008	2009
Nouveaux bâtiments	20 806	16 162	16 962	16 678	14 166
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	11 320	9 149
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	44 191	39 733
d'une pièce	2 122	2 010	528	635	584
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 413	3 591
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	9 174	8 859
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	16 151	14 045
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	14 818	12 654

Parc de logements

	1980	1990	2000	2008	2009
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	3 880 087	3 919 064
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,90 ¹	0,94 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

Vers des logements plus spacieux ...

Le nombre des logements augmente plus vite que l'effectif de la population. De 1990 à 2000, il a progressé de 8%, alors que le nombre d'habitants augmentait de 6%. Le nombre moyen de personnes par logement habité a de ce fait fléchi de 2,4 à 2,3. Parallèlement, la surface moyenne d'habitation est passée de 39 m² à 44 m² par personne.

... et vers un essor de la maison individuelle

De 1970 à 2009, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 58%. Celles-ci représentent en 2009 65% des bâtiments d'habitation nouvellement construits. Pourtant, la politique d'aménagement du territoire ne favorise pas cet essor, pas plus que la raréfaction des terrains à bâtir.

Le taux de propriétaires reste peu élevé

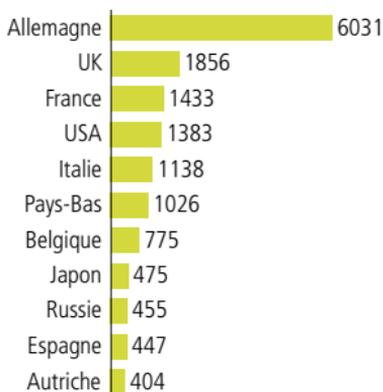
La majorité des logements (73,3% en 2000) ne sont pas, comme on le suppose souvent, la propriété de personnes morales, mais celle de particuliers. Le taux de logements occupés par leur propriétaire n'en demeure pas moins relativement faible en Suisse: en 2000, seulement 34,6% des logements occupés en permanence l'étaient par leur propriétaire. C'est de loin le taux le plus faible de tous les pays européens. Il a néanmoins un peu augmenté depuis 1970, grâce principalement au développement rapide de la propriété par étage.

Principaux indicateurs du tourisme

	2000	2008	2009
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	264 495	270 487	273 974
Demande: arrivées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	13 894	15 997	15 564
Terrains de camping	...	834	923
Auberges de jeunesse	...	490	476
Demande: nuitées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	35 020	37 334	35 589
Hôtes de l'étranger en %	58	58	57
Terrains de camping	...	2 987	3 267
Hôtes de l'étranger en %	...	48	46
Auberges de jeunesse	804	978	946
Hôtes de l'étranger en %	46	45	42
Durée de séjour nuits			
Hôtels et établissements de cure	2,5	2,3	2,3
Terrains de camping	...	3,6	3,5
Auberges de jeunesse	...	2,0	2,0
Taux brut d'occupation des hôtels et établis. de cure			
en % des lits recensés ¹	36,2	37,7	35,6
Balance touristique en millions de francs			
Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	11 223	15 598	15 005 ^P
Dépenses des Suisses à l'étranger	9 167	11 782	11 505 ^P
Solde	2 057	3 816	3 500 ^P

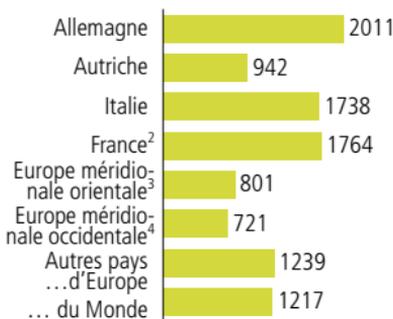
¹ Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹, en 2009



¹ en milliers, sans la parahôtellerie

Destinations de voyage à l'étranger des Suisses¹, en 2009



¹ Population résidente permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 10,5 millions

² Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco

³ Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovénie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoie

⁴ Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Comportement en matière de voyages

84,9% des personnes vivant en Suisse ont accompli en 2009 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 2,7 voyages avec nuitées et 12 voyages d'une journée. Plus de la moitié (55%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 61% des voyages avec nuitées et 8% des voyages d'un jour.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Tourisme

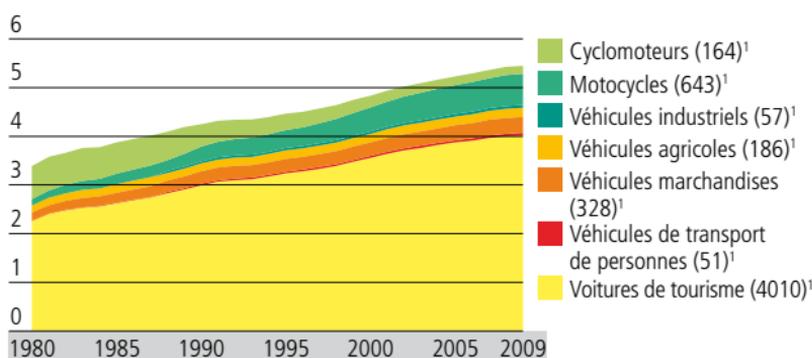
Infrastructures

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure est consacré aux transports (selon la statistique de la superficie 1992/97).

En 2009, le réseau routier totalisait 1789 km de routes nationales (dont 1406 km d'autoroutes) et 18 050 km de routes cantonales, à quoi s'ajoutent 51 615 km de routes communales (état en 1984). La longueur totale du réseau ferroviaire était de 5107 km en 2007.

Parc de véhicules à moteur

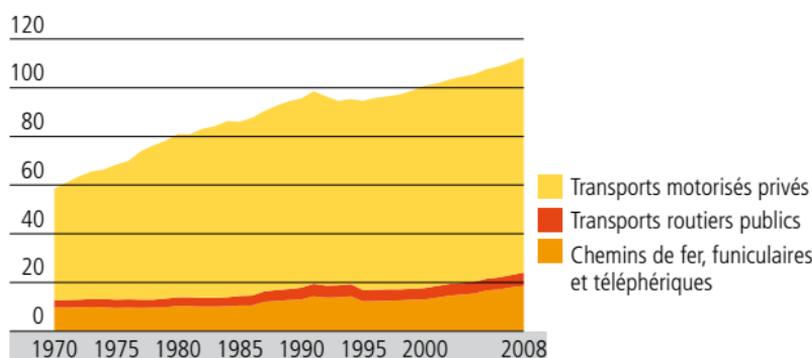
en millions



1 Entre parenthèses: parc 2009, en milliers

Volume des transports en personnes-kilomètres

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière, en 2005

 Moyenne par personne et par jour¹

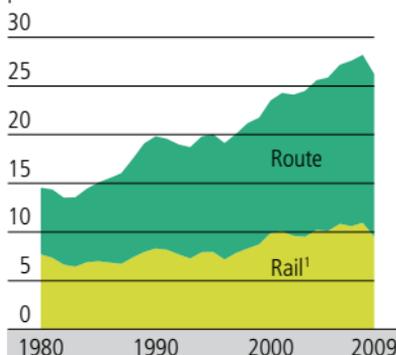
	Distance		Durée	
	en km	en min. ²	en km	en min. ²
Total	38,2	98,4		
Finalité des déplacements				
Travail et formation	10,6	22,3		
Achats	4,4	13,3		
Services et accompagnement	0,5	1,0		
Déplacements professionnels	3,3	6,4		
Loisirs	16,8	50,0		
Indéterminé	2,5	5,4		
Moyens de transports				
Marche	2,1	36,9		
Bicyclette	0,8	4,3		
Cyclomoteur	0,1	0,2		
Motocycle	0,6	1,3		
Voiture	25,5	38,4		
Bus/tram	1,5	6,1		
Car postal	0,2	0,4		
Train	6,2	7,2		
Autres	1,2	3,6		

1 Mobilité journalière de la population résidente permanente âgée de 10 ans ou plus en Suisse

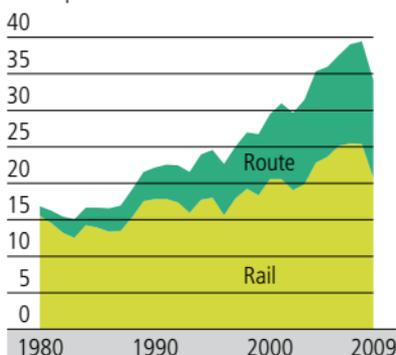
2 Temps d'attente compris

Transports de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an

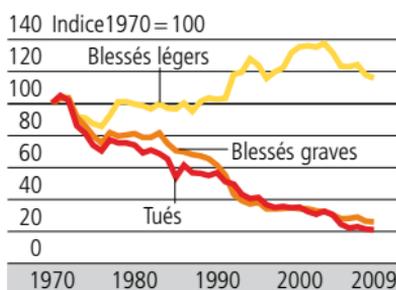


A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an



1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

Victimes d'accidents de la route



Victimes par mode de transport, en 2009

Trafic routier	
Tués	349
Blessés graves	4 708
Blessés légers	20 422
Trafic ferroviaire	
Personnes tuées	30
Trafic aérien	
Tués en Suisse	5

Coûts des transports

Les coûts économiques des transports, c'est-à-dire la somme effectivement dépensée pour les transports par leurs usagers, par les pouvoirs publics et par des tiers, s'élevaient en 2005 à 82 milliards de francs. La mobilité nous coûte donc plus cher que, par exemple, le système de la santé ou l'éducation publique. Les coûts des transports routiers sont à peu près six fois plus élevés que ceux des transports ferroviaires. Les transports de personnes par la route (voitures de tourisme) coûtent 54 centimes par personne-kilomètre, contre 40 centimes pour les transports de personnes par le rail. Dans le trafic des marchandises, les coûts par tonne-kilomètre sont de 57 centimes pour les transports routiers et de 24 centimes pour les transports ferroviaires. Sur les 82 milliards du coût total des transports, environ 7,9 milliards sont des coûts externes, qui ne sont pas couverts par les usagers des transports. Il s'agit notamment des coûts découlant des dommages causés à l'environnement et à la santé, mais aussi de ceux résultant des dépréciations et des dégâts occasionnés aux bâtiments.



	Année ¹	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants (début de l'année) en milliers	2008	7 593	82 218	11 214
Habitants par km ²	2008	184	230	85
Pourcentage des moins de 20 ans	2008	21,5	19,4	19,5
Pourcentage des plus de 64 ans	2008	16,4	20,1	18,6
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2008	10,1	8,3	10,5
Naissances hors mariage en %	2007	16	31	6
Mariages pour 1000 habitants	2008	5,4	4,6	4,6
Divorces pour 1000 habitants	2008	2,6	2,3	1,2
Solde des migrations internationales en % de la population	2008	1,3	-0,1	0,3
Population étrangère en % de la population	2008	21,1	8,8	8,1
Personnes par ménage privé	2001	2,2	2,2	2,8
25–64 ans avec niv. de formation élevé en %	2007	31	24	22
Dépenses pour la recherche et le développement en % du PIB	2007	2,9	2,5	0,6
Espérance de vie ² des femmes en années	2007	84,4	82,7	81,8
Espérance de vie ² des hommes en années	2007	79,5	77,4	77,1
Mortalité infantile ³	2007	3,9	3,9	3,5
Médecins pratiquant pour 100 000 habitants	2007	379	346	535
Coûts du système de santé en % du PIB	2007	10,8	10,4	9,6
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2004	29,5	29,5	26,0
Surface agricole en % de la surface totale	2000	36,9	53,5	66,0
Surface forestière en % de la surface totale	2000	30,8	29,5	22,8
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (en t par habitant)	2006	6,8	11,6	11,8
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2007	525	566	369
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2007	51	60	144
Actifs occupés dans l'agriculture en %	2006	3,8	2,2	12,0
Actifs occupés dans l'industrie en %	2006	22,9	29,8	22,0
Actifs occupés dans les services en %	2006	72,9	68,0	65,9
Taux d'activité des femmes (15 à 64 ans)	2008	73,5	65,4	48,7
Taux d'activité des hommes (15 à 64 ans)	2008	85,4	75,9	75,0
Taux de chômage (selon la définition internationale)	2008	3,4	7,5	7,7
Femmes	2008	4,0	7,5	11,4
Hommes	2008	2,8	7,4	5,1
15–24 ans	2008	7,0	10,5	22,1
Sans-emploi de longue durée en % du total de sans-emploi	2008	33,6	52,6	47,5
Femmes travaillant à temps partiel en % ⁴	2008	57,3	45,4	9,9
Hommes travaillant à temps partiel en % ⁴	2008	12,8	9,4	2,8
Durée hebdomadaire de travail en heures	2008	41,6	40,4	40,8
Produit intérieur brut (PIB), par habitant, en SPA (standard de pouvoir d'achat)	2009	33 900	27 300	21 900
PIB: croissance annuelle réelle moyenne (en %)	1985–2008	1,5	1,5	...
Taux d'inflation	2009	-0,7	0,2	1,3
Excédent/déficit public en % du PIB	2008	2,3	0,1	-7,8
Dette brute publique en % du PIB	2008	40,9	66,3	100,4

1 Ou dernière année disponible

2 A la naissance

3 Enfants morts pendant leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

4 Des femmes actives occupées ou des hommes actifs occupés



Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy.-Uni	UE-27
45 283	63 614	59 619	16 405	8 332	9 183	60 781	497 445
86	101	196	395	99	21	249	112
19,7	24,9	19,0	24,0	21,3	23,7	24,1	21,7
16,6	16,3	20,0	14,7	17,1	17,5	16,0	16,4
11,5	13,0	9,7	11,3	9,3	11,9	13,0	10,9
28	52	21	39	38	55	44	...
4,5	4,3	4,1	4,6	4,2	5,5	4,4	4,9
2,8	2,2	0,9	2,0	2,5	2,3	2,4	2,0
0,6	0,1	0,8	0,2	0,4	0,6	0,4	...
11,6	5,8	5,8	4,2	10,3	5,7	6,6	6,2
2,9	2,4	2,6	2,3	2,4	2,1	2,4	...
29	27	14	30	18	31	31	23
1,3	2,1	1,1	1,7	2,6	3,6	1,8	1,9
84,3	84,4	84,2	82,5	83,1	83,1	81,7	82,0
77,8	77,3	78,5	78,1	77,5	79,0	77,3	75,8
3,7	3,8	3,7	4,1	3,7	2,5	4,8	4,7
368	338	370	315	374	357	249	...
8,5	11,0	8,7	9,8	10,1	9,1	8,4	...
20,0	20,0	26,1	28,5	29,1	32,9	26,3	...
58,8	55,7	44,4	56,6	40,4	7,3	69,4	...
33,3	31,1	22,7	7,8	40,9	73,5	11,5	...
9,9	8,4	9,3	12,7	10,6	7,2	10,5	...
481	490	600	452	512	467	463	...
94	76	87	48	83	52	50	...
4,9	3,7	4,2	3,3	5,6	2,3	1,3	...
29,5	24,3	29,8	20,4	28,1	22,0	22,0	...
65,6	71,1	66,0	76,3	66,3	75,8	76,7	...
54,9	60,1	47,2	71,1	65,8	71,8	65,8	59,0
73,5	69,3	70,3	83,2	78,5	76,7	77,3	72,7
11,3	7,8	6,7	2,8	3,8	6,2	5,6	7,0
13,0	8,3	8,5	3,0	4,1	6,6	5,1	7,5
10,1	7,3	5,5	2,5	3,6	5,9	6,1	6,6
24,6	19,0	21,3	5,3	8,0	20,2	15,0	15,6
17,9	39,3	45,7	34,8	24,3	12,7	24,1	37,2
22,7	29,3	27,9	75,3	41,5	41,4	41,7	31,0
4,2	5,9	5,3	23,9	8,1	13,3	11,2	7,9
40,7	39,3	39,3	38,9	42,3	39,9	42,5	40,5
24 500	25 300	24 000	30 700	28 800	28 400	27 400	23 600
1,8	1,8	1,6	2,8	2,2	2,3	2,7	...
-0,2	0,1	0,8	1,0	0,4	1,9	2,2	1,0
-4,2	-3,3	-2,7	0,5	-0,5	2,2	-4,8	-2,3
39,8	67,6	106,3	58,2	62,9	38,2	52,1	62,5

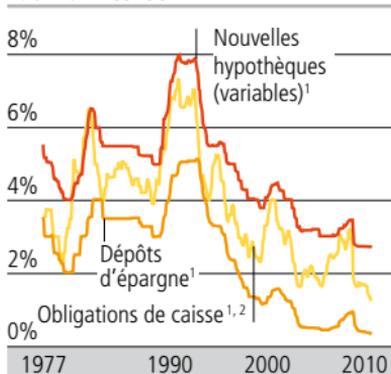
Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2009

Catégories	Nombre d'établissements		Bilan		Bénéfice ann.	Perte ann.	
	1990	2009	en mio. de fr.		en mio. de fr.	en mio. de fr.	
Total	625	325	2 668	225	-13,4	8 656	6 293
Banques cantonales	29	24	403	548	3,7	2 350	-
Grandes banques	4	2	1 444	799	-23,4	378	5 041
Banques régionales, caisses d'épargne	204	70	92	276	2,6	402	-
Banques Raiffeisen	2	1	139	520	6,0	645	-
Autres banques	218	181	524	980	1,1	4 313	934
Filiales de banques étrangères	16	33	23	891	0,7	253	306
Banques privées	22	14	39	211	-3,6	315	11

1 Variation totale en % par rapport à l'année précédente

Structure du bilan des banques, en 2009

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	55,0
Liquidités	3,5
Créances résultant de papiers monétaires	5,9
Créances sur les banques	22,3
Créances envers clients	20,5
Créances hypothécaires	27,5
Portefeuilles de titres destinés au négoce	7,7
Placements financiers	4,9
Participations	1,6
Immobilisations	0,9
Autres	5,1
Passifs	
Total	100
dont étranger	53,1
Engagements résultant de papiers monétaires	2,4
Engagements envers les banques	18,9
Fonds de la clientèle	66,8
Engagements sous forme d'épargne et de placement	16,0
Autres engagements à vue	20,8
Autres engagements à terme	15,6
Obligations de caisse	1,7
Prêts sur lettres de gage et emprunts	12,6
Fonds propres	5,1
Autres	6,8

Taux d'intérêt

1 Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

2 Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2005	2007	2009
\$ 1	1,2458	1,1999	1,0852
¥ 100	1,1309	1,0191	1,1610
€ 1	1,5481	1,6427	1,5101
£ 1	2,2634	2,4011	1,6956

1 Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées, en 2009
en millions de francs

Branche d'assurance	Recettes¹	Dépenses¹
Total	112 541	81 492
Assurance-vie	32 121	30 211
Assurance-accidents/dommages	49 434	31 117
Réassurance	30 986	20 164

1 A l'intérieur et à l'extérieur du pays

- www.statistique.admin.ch → Thèmes → Banques, assurances
- www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)
- www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers: assurances privées)

Les trois niveaux du système de protection sociale

Le système suisse de protection sociale peut être représenté en trois niveaux:

- Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et comportent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.
- Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.
- Enfin, le troisième niveau englobe toutes les prestations sociales sous condition de ressources; l'aide sociale publique constitue ici une prestation de dernier recours et garantit le droit au minimum vital. Ce niveau n'entre en ligne de compte que lorsque les autres mesures de la protection sociale ne produisent pas leurs effets (selon le principe de subsidiarité).

En amont de l'aide sociale, il existe d'autres prestations sous condition de ressources (niveau 3) visant à prévenir la dépendance à l'aide sociale. Ces dernières sont différenciées entre les aides garantissant l'accès au service public (par ex. bourses d'études ou aide juridique gratuite) et les prestations qui complètent soit les versements des assurances sociales lorsque celles-ci sont insuffisantes ou épuisées soit les assurances privées insuffisantes.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2008, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 144 milliards de francs. Sur ce montant, 135 milliards de francs ont été investis dans les prestations sociales proprement dites. Environ quatre cinquièmes de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (donc le deuxième niveau du système de protection sociale).

Protection sociale: dépenses et recettes

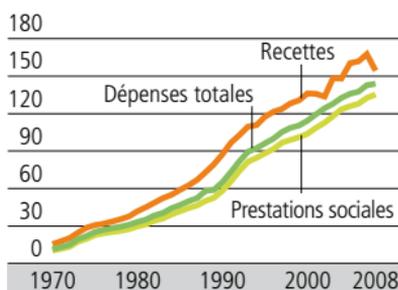
en milliards de francs sans doubles comptages

	1990	1995	2000	2007	2008 ^P
Dépenses totales	64,8	95,8	114,0	142,5	143,6
dont prestations sociales	58,0	87,8	103,7	132,4	135,0
Recettes	87,3	117,3	136,0	167,3	154,2
Taux de dépenses sociales ¹	19,6	25,6	27,0	27,3	26,4

¹ Dépenses totales par rapport au PIB

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales, en 2008^P par fonction

	en %
Vieillesse	46,0
Maladie/soins de santé	26,4
Invalidité	12,5
Survie	4,4
Famille/enfants	5,1
Chômage	2,6
Exclusion sociale	2,6
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie et l'invalidité absorbent ensemble plus de quatre cinquième des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2009

en milliers

AVS: rentes vieillesse	1 875,6	PP ² : rentes d'invalidité	134,2
AVS: rentes complémentaires	68,7	PP ² : autres rentes	73,1
AVS: rentes survivants	154,9	AI: rentes d'invalidité	291,6
PC à l'AV ¹	164,1	AI: rentes complémentaires	105,8
PC à l'AS ¹	3,3	PC à l'AI	103,9
PP ² : rentes vieillesse	553,4	AA ³ : rentes survivants	23,8
PP ² : rentes de veufs/veuves	171,4	AA ³ : rentes d'invalidité	85,6
		AC ⁴	302,8

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Prévoyance professionnelle (chiffres 2008)

3 Assurance-accidents

4 Assurance-chômage

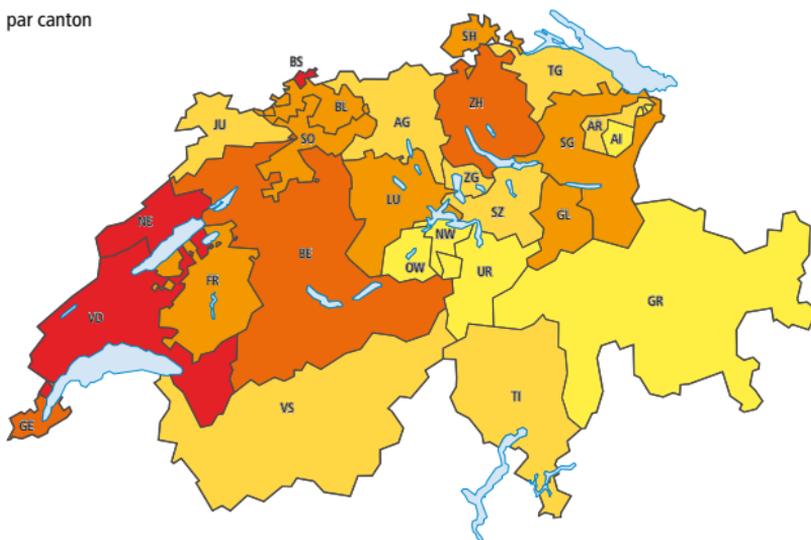
Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 1793 à 2611 francs entre 1999 et 2009. En 2009, elle se montait à 3124 francs par année pour les adultes, à 2147 francs pour les jeunes adultes et à 803 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2009, cette prime atteint en moyenne 3637 francs dans le canton de Bâle Ville et 1868 francs dans celui de Nidwald.

Le montant des prestations brutes annuelles moyennes par assuré (soit avec la participation des assurés aux coûts) a passé de 2011 à 3069 francs entre 1999 et 2009: en 2009, il se montait à 3851 francs par année pour les adultes, à 1284 francs pour les jeunes adultes et à 961 francs pour les enfants. Le montant des prestations nettes annuelles moyennes par assuré (soit sans la participation des assurés aux coûts, payées par les assureurs) a passé de 1710 à 2630 francs entre 1999 et 2009: en 2009, il se montait à 3306 francs par année pour les adultes, à 950 francs pour les jeunes adultes et à 866 francs pour les enfants.

Taux d'aide sociale, en 2009

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 1,9
 2,0 – 2,9
 3,0 – 4,4
 ≥ 4,5
 CH: 3,0

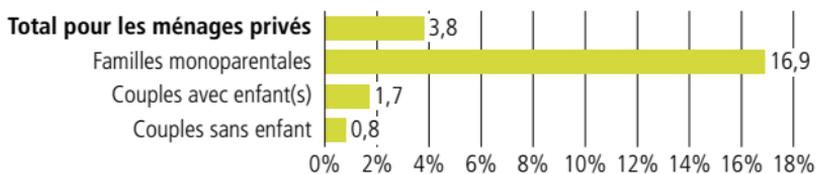
Aide sociale

230 019 personnes, soit 3% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2009. On observe des disparités importantes entre régions: les villes importantes présentent les taux les plus élevés. Dans les grands centres urbains, les types de population dépendant le plus fortement de l'aide sociale, comme les familles monoparentales, les personnes de nationalité étrangère ou les chômeurs sont surreprésentés. Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

- Le taux de bénéficiaires est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Dans le groupe d'âges des 36–45 ans il est légèrement plus élevé en raison, souvent, des coûts d'entretien des enfants, de pertes de gains, de divorces et d'une réduction du taux d'occupation. Le taux d'aide sociale augmente pour les 56 à 64 ans de manière supérieure à la moyenne par rapport à 2008.
- Les personnes élevant seules des enfants sont particulièrement exposées au risque de dépendre de l'aide sociale. En Suisse, près d'un ménage sur six dans lequel un parent élève seul les enfants dépend de l'aide sociale. La charge financière représentée par l'entretien des enfants et les frais supplémentaires engendrés par une séparation ou un divorce aggravent ce risque. De plus, l'exercice d'une activité professionnelle à plein temps n'est bien souvent pas possible pour le parent qui élève seul ses enfants.
- Les personnes de nationalité étrangère sont nettement surreprésentées dans l'aide sociale par rapport à l'ensemble de la population. Elles représentent environ 45% de l'ensemble des bénéficiaires de l'aide sociale, alors que la proportion des personnes étrangères en Suisse est de 23%. Leur absence de qualifications professionnelles, qui les défavorise sur le marché du travail, ainsi que leur structure familiale en sont la cause. Dans les Etats de l'UE-27 et de l'AELE, avec lesquels la Suisse a signé un Accord sur la libre circulation des personnes, le taux d'aide sociale des personnes de nationalité étrangère est légèrement plus élevé qu'en Suisse.

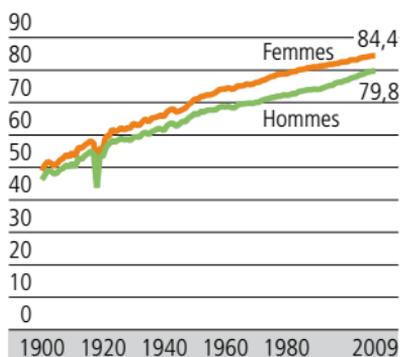
Taux d'aide sociale, en 2009	en %
Total	3,0
Classes d'âge	
0–17 ans	4,5
18–25 ans	3,9
26–35 ans	3,1
36–45 ans	3,3
46–55 ans	3,1
56–64 ans	2,2
65–79 ans	0,2
80 ans et plus	0,4
Personnes de nationalité suisse	
Hommes	2,1
Femmes	2,0
Personnes de nationalité étrangère	
Hommes	5,8
Femmes	6,4

Taux d'assistance¹ selon la structure de l'unité d'assistance, en 2009



¹ Part de ménages bénéficiaires de l'aide sociale par rapport au nombre de ménages privés

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 3,6 an depuis 1990, chez les hommes de 5,8 ans (2009). Ces derniers décèdent souvent plus tôt que les femmes (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites de cardiopathies ischémiques, d'accidents ou d'actes de violence et de cancers des poumons.

Etat de santé

En 2007, 88% des hommes et 85% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 3% des hommes et des femmes se disaient en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne est absente de son travail pour cause de maladie ou d'accident 9 jours par année.

Maladies infectieuses¹, en 2009

Infections gastro-intestinales graves	9 086
Méningite	72
Hépatite B	74
Tuberculose	556
SIDA	135

1 Nouveaux cas

Accidents, en 2009

	Hommes	Femmes
Professionnels	199 066	59 410
Non professionnels	307 719	190 703

Handicapés¹, en 2010

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 671	6 548
50–59%	19 588	19 827
60–69%	8 764	7 629
70–100%	97 130	78 960

1 Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2008

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	29 474	31 759	596,0	386,0
dont:				
Maladies infectieuses	345	332	7,0	4,4
Tumeurs malignes	8 892	7 061	183,0	112,0
Appareil circulatoire	9 861	12 460	191,0	126,0
Cardiopathies ischémiques	4 555	4 306	88,9	43,4
Maladies cérébro-vasculaires	1 526	2 551	28,7	26,4
Appareil respiratoire, toute formes	1 934	1 707	37,0	19,3
Accidents et traumatismes	2 210	1 532	50,3	23,5
Accidents, toutes formes	1 257	1 017	28,0	13,0
Suicides	861	452	20,1	9,3

1 pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2008	2009
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	4,0	4,3

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2007

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. La plupart d'entre eux n'en consomment qu'à quelques reprises ou de manière occasionnelle. Actuellement, environ 7% des 15 à 39 ans consomment du cannabis, contre seulement 4% en 1992. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important que celle de drogues illégales: la population compte quelque 28% de fumeurs, soit 24% des femmes et 32% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, notamment chez les 35 à 44 ans, plus particulièrement chez les hommes (hommes de 35 à 44 ans: de 41% à 32%; femmes: de 31% à 27%). La consommation quotidienne d'alcool a reculé, tombant à 14% (contre 21% en 1992).

Prestations, en 2007

	en % ¹	
	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	73,4	86,2
Ont séjourné à l'hôpital	10,7	12,2
Aide et soins à domicile	1,4	3,6

¹ Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

	pour 100 000 habitants	
	1980	2009
Médecins ayant un cabinet ¹	117	204
Dentistes	35	52

¹ Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2009

	en % ¹		
	Total	Hommes	Femmes
15-59 ans	10,6	8,8	12,5
60-79 ans	25,3	28,0	23,0
80+ ans	42,8	49,4	39,3

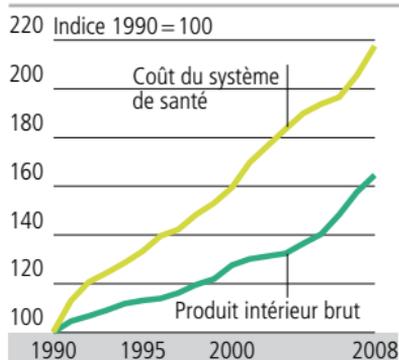
¹ du groupe de population concerné

Institutions médico-sociales, en 2009

	en milliers en % ¹	
	en milliers	en % ¹
Nombre de clients: total	190,4	2,5
dont:		
Clients ≥ 80 ans	105,4	28,7
Hommes	26,3	20,9
Femmes	79,0	32,8

¹ du groupe de population concerné

Coûts de la santé



En 2008, les dépenses pour la santé ont représenté 10,7% du produit intérieur brut, contre 8,1% en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

	en millions de francs	
	1998	2008
Total	39 815	58 453
Soins en milieu hospitalier	18 552	26 501
Soins ambulatoires	11 874	18 519
dont:		
médecins	5 832	8 298
dentistes	2 736	3 655
Aide et soins à domicile	815	1 275
Services auxiliaires ¹	1 357	2 001
Biens de santé ²	4 913	7 063
dont:		
par les pharmacies	3 023	4 075
par les médecins	1 099	1 848
Prévention	983	1 445
Administration	2 136	2 924

¹ P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport

² Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte, dans le degré secondaire I, deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes, et la durée totale de l'enseignement pendant les neuf années d'école obligatoire varie entre 7100 et 8900 heures par élève.

Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: certains cantons ont procédé récemment à des réformes et les structures existantes au niveau national ont été revues (introduction de la maturité professionnelle, création des hautes écoles spécialisées, mise en œuvre de la réforme de Bologne), alors que la demande de formation croissait en parallèle. Enfin, les écoles de formation générale ont gagné du terrain.

Elèves et étudiants

Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes en %		
	1980/81	1990/91	2008/09	1980/81	1990/91	2008/09
Total	1 234,1	1 291,8	1 514,3	46	46	48
Préscolarité	120,3	139,8	152,9	49	49	49
Scolarité obligatoire	849,6	711,9	777,4	49	49	49
Degré primaire	451,0	404,2	440,9	49	49	49
Degré secondaire I	362,3	271,6	294,9	49	49	50
Programmes spéciaux	36,4	36,2	41,6	39	38	37
Degré secondaire II	299,0	295,8	337,1	43	45	47
Ecoles de form. générale ¹	74,8	74,5	103,7	53	55	58
Formation professionnelle ²	224,2	221,3	233,4	39	42	42
Degré tertiaire	85,3	137,5	234,8	30	35	50
Hautes écoles universitaires	61,4	85,9	121,0	32	39	50
Hautes écoles spécialisées	...	...	63,7	...	...	50
Form. prof. supérieure	...	36,2	50,0	...	33	49
Degré indéterminé	-	6,7	12,0	-	51	49

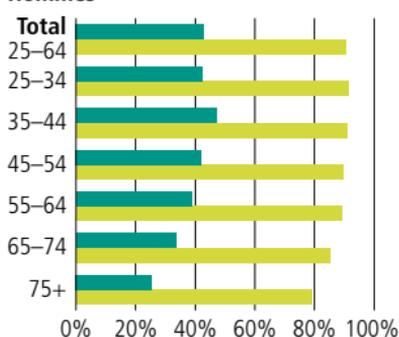
1 Y c. formation des enseignants et préparation à la maturité professionnelle après l'apprentissage

2 Y c. formation élémentaire et préapprentissage

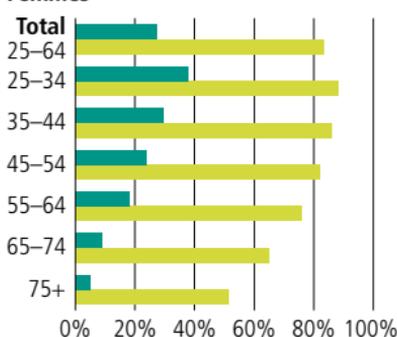
Niveau de formation, en 2009

en % de la population résidente

Hommes

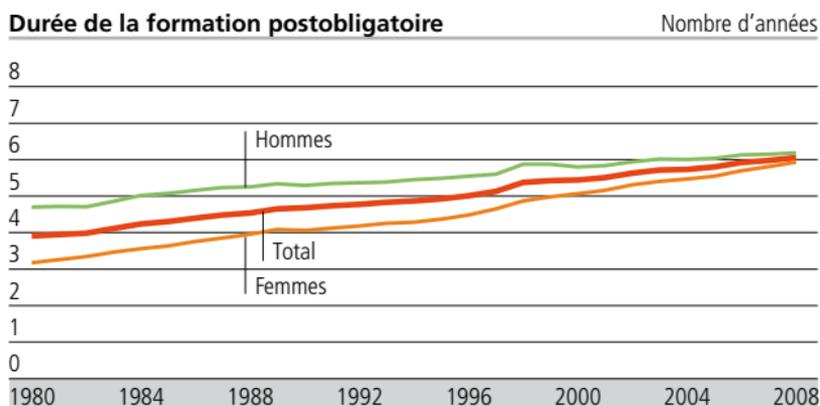


Femmes



■ Degré tertiaire

■ Degré secondaire II et au-dessus



La participation à la formation augmente

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le nombre de maturités professionnelles et générales s'est accru de presque trois quarts depuis 1990. Dans les hautes écoles également, le nombre de diplômés a plus que doublé entre 1997 et 2009. Ceci est surtout à mettre sur le compte de la création des hautes écoles spécialisées.

Cette évolution a pour conséquence une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de 35% en 2009 à 50% en 2025.

Réduction des différences entre les sexes

Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, on compte presque autant de femmes que d'hommes qui commencent et qui terminent une formation postobligatoire. Les hommes continuent cependant de suivre des études plus longues et leur taux d'admission au degré tertiaire est plus élevé. Les filles réussissent mieux la scolarité obligatoire: elles redoublent moins souvent, sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I.

Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes, un fait qui est lié à une conception traditionnelle du rôle social. Bon nombre de professions sont exercées essentiellement par des femmes ou par des hommes. Les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

Quelques titres de formation, en 2009

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certif. maturité gymnasiale	18 240	57,6
Certif. maturité professionnelle	11 417	44,3
Certif. form. prof. initiale	59 841	44,2
LFP ¹		
Dipl. école sup. de commerce	2 768	50,7
Degré tertiaire		
Formation prof. supérieure		
Diplôme école supérieure	7 234	50,3
Diplôme fédéral	2 664	18,4
Brevet fédéral	12 188	37,6
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	3 528	50,5
Bachelor	9 202	51,5
Master	498	72,1
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	4 529	60,8
Bachelor	10 177	51,5
Master	6 524	46,2
Doctorat	3 424	41,9

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants, en 2008/09¹ Personnel des hautes écoles, en 2009

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Préscolarité	7 924	96,3
Scolarité obligatoire ¹	51 700	67,6
Degré primaire	28 200	80,6
Degré secondaire I	23 500	52,2
Degré secondaire II ²	8 300	43,1
Hautes écoles universitaires	34 688	41,9
Professeurs	3 114	16,4
Autres enseignants	2 907	25,4
Assistants ³	16 847	40,5
Hautes écoles spécialisées	13 053	42,3
Professeurs	4 267	33,0
Autres enseignants	2 361	40,3
Assistants ³	2 509	39,7

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux

2 Formation générale seulement (maturité, écoles de culture générale, etc.)

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2008

en milliards de francs

Total	29,2
dont rémunération des enseignants	15,7
Préscolarité	1,0
Scolarité obligatoire	13,3
Ecoles spéciales	1,6
Accueil de jour	0,1
Form. professionnelle initiale	3,5
Ecoles de formation générale	2,2
Form. professionnelle supérieure	0,2
Hautes écoles, hautes écoles spécialisées	6,8
Inclassables	0,5

Formation continue

On peut distinguer deux formes de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidente permanente âgée de 25 à 64 ans et 83% des personnes actives occupées âgées de 25 à 64 ans) a suivi en 2009 une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Toutefois, on note que l'apprentissage informel est nettement plus fréquent que la formation non formelle (74% de la population résidente permanente et 78% des personnes actives occupées pour le premier, contre 50% et 55% pour la seconde).

La Suisse est très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 3,01% de son PIB consacrés à la R-D (2008), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2008, quelque 16,3 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 73%, les hautes écoles pour 24%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 3%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2008, elles y ont consacré près de 15,8 milliards de francs, soit un montant presque aussi important que celui qu'elles ont dépensé pour la R-D en Suisse même.

► www.statistique.admin.ch →

Thèmes → Education, science

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten», destiné aux pendulaires, est désormais le quotidien le plus lu, avec plus de 1,4 million de lectrices et de lecteurs¹ par édition. En Suisse romande, on trouve même deux journaux gratuits, tous deux fondés en 2005, parmi les trois quotidiens les plus lus: «Le Matin Bleu»² (559 000 lectrices et lecteurs) et «20 Minutes», l'édition en langue française de «20 Minuten» (526 000 lectrices et lecteurs).

1 Source REMP MACH Basic (2009/II; base: population de 14 ans et plus, lecteurs par édition)

2 «Le Matin Bleu» a cessé de paraître en septembre 2009.

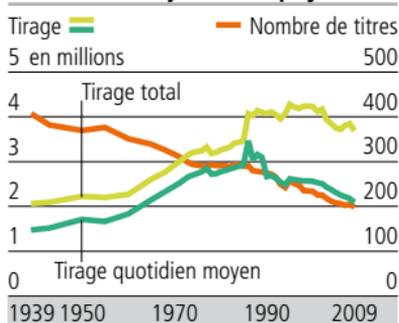
Diffusion d'Internet et de la téléphonie mobile

Le nombre des utilisateurs et utilisatrices d'Internet (qui y recourent plus d'une fois par semaine) est passé de 0,7 million en 1998 à 4,5 millions au 1^{er} trimestre 2010. Plus de quatre ménages sur cinq disposent d'un ordinateur et, à fin 2008, on comptait en Suisse 2,6 millions de raccordements à large bande (ADSL ou modem par câble). L'essor de la téléphonie mobile a été tout aussi rapide: le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 125 000 en 1990 à plus de 1,7 million en 1998, puis à 8,9 millions en 2008, soit 115 raccordements pour 100 habitants.

La lecture est toujours d'actualité

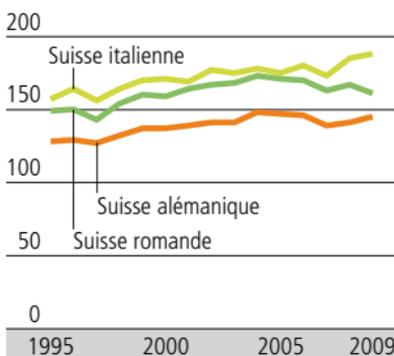
En Suisse en 2008, une majorité de la population a lu des journaux (97%), des livres (81%) et des magazines (79%). 20% ont lu des bandes dessinées (BD). Si les différences selon l'âge, le sexe, la formation sont faibles pour la lecture des journaux et des magazines, elles sont plus marquées pour la lecture des livres et des BD. Dans ces deux derniers cas, ce sont plutôt les moins de trente ans, les diplômées et diplômés du tertiaire, les personnes à revenu du ménage élevé et les habitantes et habitants des villes et agglomérations qui sont concernés.

Évolution des journaux payants



Source: Association Presse Suisse / REMP
Statistique des tirages (titres généraux à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation de la télévision en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA Telecontrol
(base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2006	2007	2008	2009 ¹
Suisse alémanique	102	105	109	119
Suisse romande	97	98	99	106
Suisse italienne	96	99	99	108

1 En raison des modifications de la méthode une comparaison des résultats avec les années précédentes n'est pas possible.

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

Les pratiques culturelles

La fréquentation de concerts, la visite de monuments ainsi que le cinéma font partie des activités culturelles les plus appréciées en 2008. Le rock et la musique pop sont les styles musicaux préférés de la population suisse, suivis de la musique classique. On écoute beaucoup de musique en privé, le plus souvent à la radio ou à la télévision. Mais quatre jeunes sur cinq recourent pour cela aussi à des lecteurs MP3. Les personnes ayant un niveau de formation élevé et un bon revenu ainsi que les personnes jeunes sont celles qui utilisent le plus souvent l'offre culturelle; le sexe et la nationalité n'ont quant à eux pratiquement aucune influence sur cette utilisation. Les activités culturelles sont par contre davantage pratiquées dans les villes et les agglomérations qu'à la campagne.

Dépenses en faveur de la culture

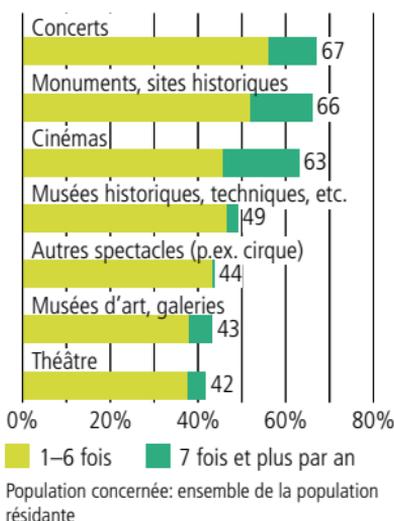
En 2007, un quart des dépenses publiques de la Confédération, des cantons et des communes en faveur de la culture, soit 579 millions de francs, ont été engagées en faveur du domaine «Théâtres, concerts». Le domaine «Musées» a obtenu 384 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques», «Mass media» (médias imprimés, films, télévision, radio, etc.) et «Entretien des monuments, protection des sites», avec des montants s'échelonnant entre 230 et 260 millions de francs.

Cinéma: diversité de l'offre

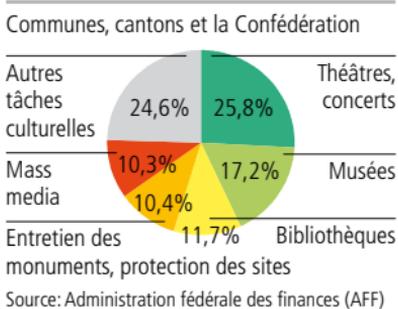
Après avoir atteint un pic en 1964/65 (646 cinémas, environ 40 millions d'entrées), le nombre de salles de cinéma et celui des spectatrices et spectateurs a reculé de manière continue jusqu'au début des années 1990. 1992/93 a marqué le creux de la vague, avec 302 cinémas et 15 millions d'entrées. L'implantation de complexes et multiplexes cinématographiques a permis d'accroître à nouveau le nombre de salles de cinéma, mais non celui des spectatrices et spectateurs (2009: 559 salles et 15,3 millions de spectateurs).

L'offre de films a elle aussi beaucoup changé. Au début des années 1980, environ 3000 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1400. Par contre, le nombre de films projetés en première vision a augmenté de manière continue depuis 2004 (pour s'élever à environ 400 par an).

Taux de fréquentation, en 2008



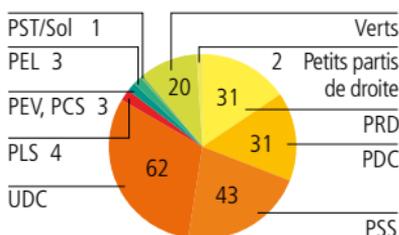
Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2007



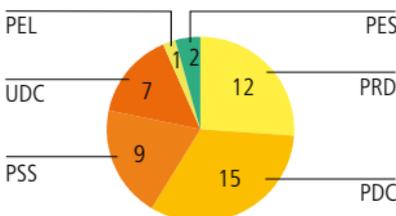
Le système politique

La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2009: 2 PRD, 2 PSS, 1 PDC, 1 UDC, 1 PBD). Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations.

Conseil national 2007: mandats



Conseil des Etats 2007: mandats



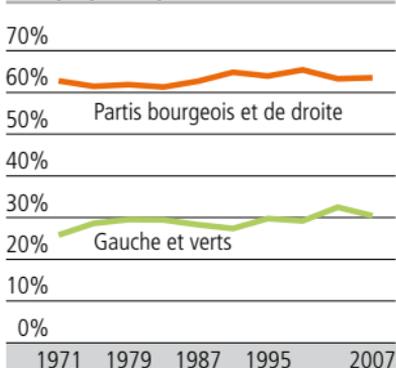
Elections au Conseil national 2007

	Mandats	Force électorale en %
PRD	31	15,8
PDC	31	14,5
PSS	43	19,5
UDC	62	28,9
PLS	4	1,9
Centre ¹	6	4,3
PST/Sol.	1	1,1
Verts ²	20	9,8
Petits partis de droite ³	2	2,5
Autres	0	1,8

1 PEV, PCS, PEL
2 PES, AVF

3 DS, UDF, PSL, Lega
Abréviations, voir plus bas

Camps politiques¹



¹ Force électorale au Conseil national

Elections au Conseil national de 2007

Pendant des décennies, le paysage politique suisse a fait preuve d'une très grande stabilité. Mais, depuis les années 1990, le camp bourgeois subit de profonds bouleversements et différenciations. L'UDC a ainsi plus que doublé le nombre de ses électeurs, devenant le plus grand parti de la Suisse. S'il a, au départ, gagné des voix au détriment des petits partis de droite, il a fini par empiéter sur les terres des deux autres grands partis bourgeois, le PRD et le PDC. Lors des dernières élections, la progression des verts n'a pas permis de compenser les pertes du PSS, de sorte que le camp rose-vert en est sorti quelque peu affaibli. Il est cependant toujours plus fort qu'il y a 20 ans.

Abbréviations des partis

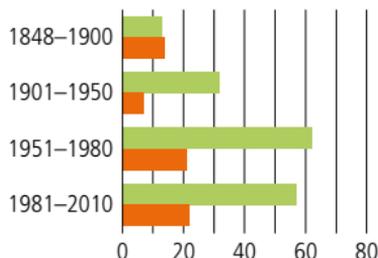
PRD Parti radical-démocratique suisse
PDC Parti démocrate-chrétien suisse
PSS Parti socialiste suisse
UDC Union démocratique du centre
PLS Parti libéral suisse

PBD Parti bourgeois-démocratique suisse
PEV Parti évangélique populaire
PCS Parti chrétien-social
PEL Parti écologiste-libéral
PST Parti suisse du travail
Sol. SolidaritéS

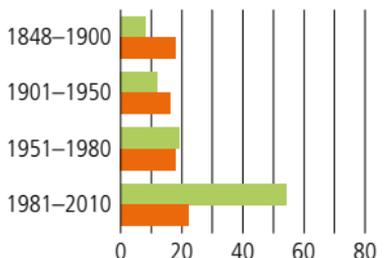
AVF Alternative socialiste verte et groupements féministes
PES Parti écologiste suisse
DS Démocrates suisses
UDF Union démocratique fédérale
PSL Parti suisse de la liberté
Lega Lega dei ticinesi

Votations populaires fédérales

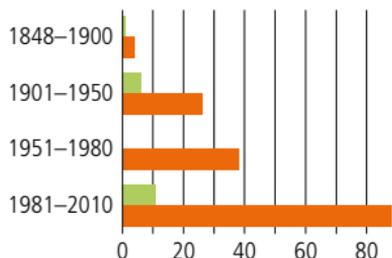
Référendums obligatoires¹



Référendums facultatifs

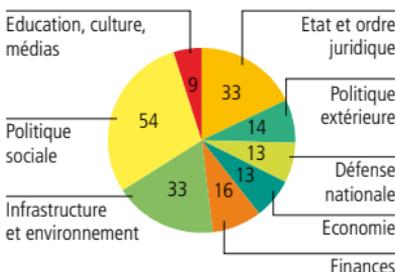


Initiatives populaires²



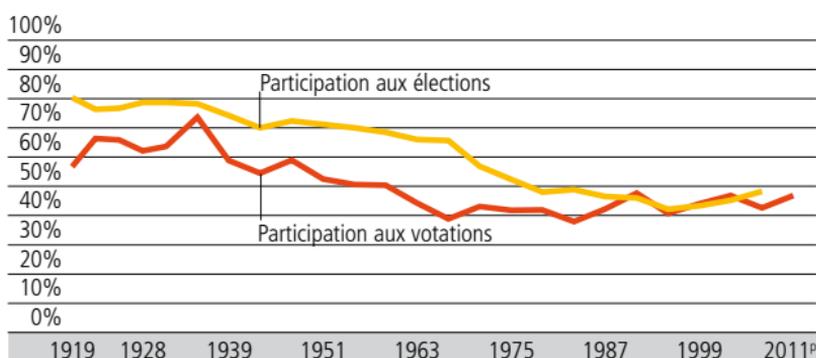
■ Accepté ■ Rejeté

Objets 1991-2010



1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires
2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Participation aux élections et aux votations



Le recul le plus important de la participation aux élections a été enregistré après 1967, explicable notamment par l'introduction du droit de vote des femmes. Le recul de la participation aux votations s'accompagne de fortes fluctuations, car la mobilisation des votants peut être très différente selon l'objet du scrutin. Ainsi, depuis 1990, la participation la plus faible a été de 28% et la plus forte de 79%. Depuis la fin du 20^e siècle, la participation s'est un peu stabilisée, tant pour les élections que pour les votations, et elle recommence même à croître légèrement.

	Comptes des administrations publiques									en milliards de francs		
	Recettes			Dépenses			Solde					
	2000	2008	2009 ²	2000	2008	2009 ²	2000	2008	2009 ²	2000	2008	2009 ²
Total¹	157,3	190,2	197,9	147,6	187,0	188,9	9,6	3,1	8,9			
Confédération	52,0	64,2	68,1	48,2	64,2	58,7	3,8	0,1	9,4			
Cantons	62,8	75,8	76,6	60,0	72,4	75,9	2,8	3,4	0,7			
Communes	42,1	41,4	41,8	40,6	41,2	42,4	1,5	0,2	-0,6			
Assurances sociales	42,3	50,8	53,2	41,0	51,3	53,9	1,3	-0,5	-0,6			

1 Doubles imputations non comprises dans le total

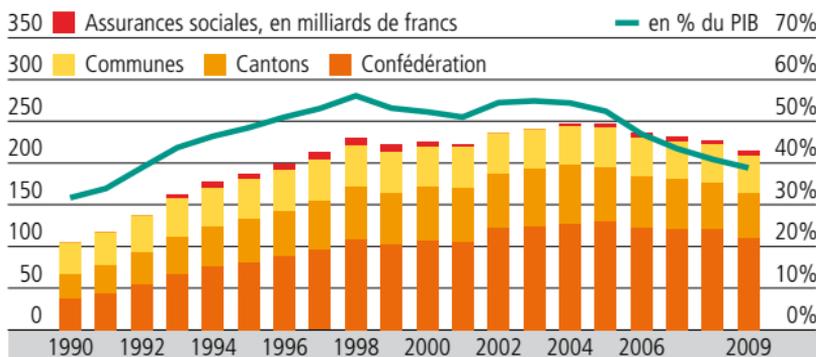
2 Données en partie estimées

	Dettes des administrations publiques ¹						en milliards de francs	
	1990	2000	2006	2007	2008	2009		
Total		104,7	220,3	230,5	226,3	222,4	208,6	
Confédération	38,1	108,1	123,6	120,9	121,4	110,7		
Cantons	29,2	63,1	62,0	60,8	56,1	54,8		
Communes	37,4	49,1	44,9	44,6	44,9	43,2		
Assurances sociales	–	5,7	4,8	4,8	4,8	5,8		
Par habitant, en francs ²	15 232	30 564	30 504	29 704	29 290	27 090		

1 Doubles imputations non comprises dans le total

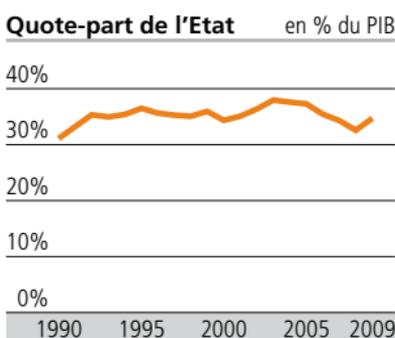
2 Aux prix courants

Dettes des administrations publiques



La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques (AVS/AI/APG y compris assurance-maternité et assurance-chômage).

Malgré une augmentation considérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.



Le taux d'endettement en Suisse est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à une meilleure conjoncture persistant jusqu'à mi-2008 et à la répartition des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse, de même qu'à différentes mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins à l'endettement et aux dépenses), les finances publiques ont été à même de réduire leurs dettes brutes depuis 2005. La quote-part de la dette a chuté fin 2009 à 38,8%.

Recettes des administrations publiques¹, en 2008

après déduction des montants comptés à double

	en %	en milliards de francs
Total	100	190,2
Recettes ordinaires	99,7	189,7
Recettes d'exploitation	94,0	178,7
Revenus fiscaux	83,1	158,0
Patentes et concessions	2,0	3,8
Compensations	8,1	15,5
Revenus divers	0,1	0,2
Revenus de transferts	0,6	1,2
Recettes financières	4,5	8,6
Recettes d'investissements	1,2	2,3
Recettes extraordinaires	0,3	0,5
Revenus extraordinaires	0,3	0,5
Recettes d'investissements extraordinaires	0,0	0,0

Dépenses des administrations publiques, par fonction, en 2008

après déduction des montants comptés à double

	en %	en milliards de francs
Total	100	187,0
Administration générale	7,8	14,5
Ordre et sécurité publique, défense	7,5	14,0
Enseignement	16,7	31,2
Culture et loisirs	2,6	4,8
Santé	5,7	10,6
Prévoyance sociale	36,2	67,7
Trafic et télécommunications	8,3	15,6
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	3,1	5,9
Economie publique	6,9	12,9
Finances et impôts	5,3	9,8

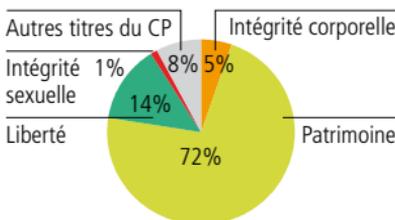
Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est en général difficile de déterminer les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Dénonciations

446 505 cas criminels totalisant 676 309 infractions ont été enregistrés en 2009. 82% de ces infractions relevaient du Code pénal (CP), 13% de la loi sur les stupéfiants (Lstup), 4% de la loi sur les étrangers (LEtr) et 1% de lois fédérales annexes. Le taux d'élu­c­i­da­tion at­te­ignait 88% pour les homicides et 17% pour les infractions contre le patrimoine.

La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 52% parmi les prévenus pour infraction au CP, de 59% parmi ceux pour infraction à la Lstup et de 62% parmi ceux pour infraction aux autres lois fédérales annexes. Dans ces trois catégories de prévenus, les personnes étrangères domiciliées en Suisse formaient une part respective de 29%, 21% et 22%; autrement dit, une proportion importante de la délinquance des étrangers était «importée» (CP: 19%, Lstup: 20%, autres: 15%). Dans le domaine de la loi sur les étrangers, 82% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

Infractions selon le titre du Code pénal, en 2009

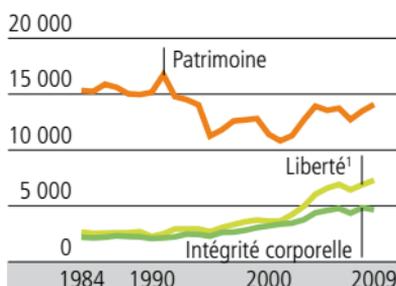


Condamnations

Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombreait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a doublé entretemps et se situe à environ 90 000 depuis 2005. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées.

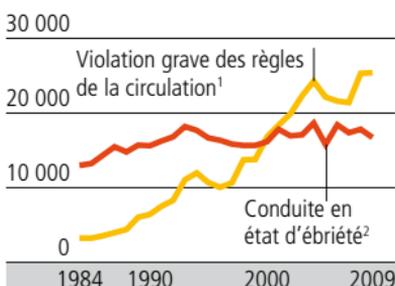
Le nombre de condamnations selon le CP est stable depuis 2005, alors que celui des condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR) a augmenté notamment en raison de l'intensification des contrôles. La situation est stable depuis quelques années dans le domaine de la loi sur les stupéfiants tout comme dans celui de la loi sur les étrangers.

Choix d'infractions CP



1 Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

Choix d'infractions LCR

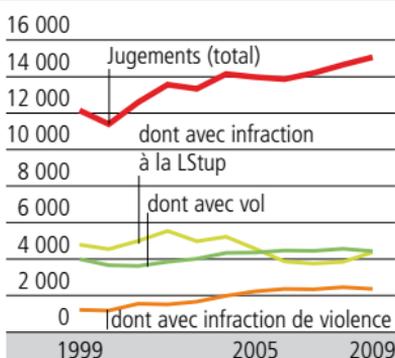


1 Art. 90 ch. 2 LCR

2 Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

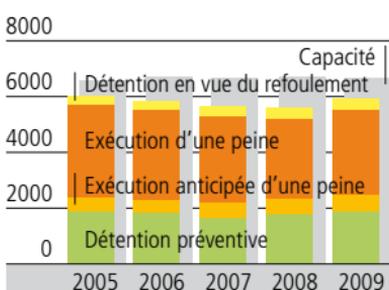
Le nombre de jugements pénaux de mineurs tend à augmenter (+20% entre 1999 et 2008). Il est plutôt en baisse pour les infractions à la LStup, mais en hausse pour les cas de vol et les délits de violence de moindre gravité. On peut ici aussi supposer que la hausse du nombre de cas est davantage liée à l'intensification des contrôles qu'à une délinquance croissante chez les mineurs.



Privation de liberté

Il existait en Suisse 114 établissements (le plus souvent de petite taille) de privation de liberté en 2009, comptant au total 6683 places. Au jour de référence, le 2 septembre 2009, 6084 places étaient occupées. Le taux d'occupation se montait ainsi à 91%. Sur les 6084 personnes incarcérées, 59% exécutaient une peine, 31% se trouvaient en détention préventive, 7% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 3% restants l'étaient pour d'autres raisons. A quelques exceptions près, les établissements de privation de liberté en Suisse n'étaient pas sur-occupés.

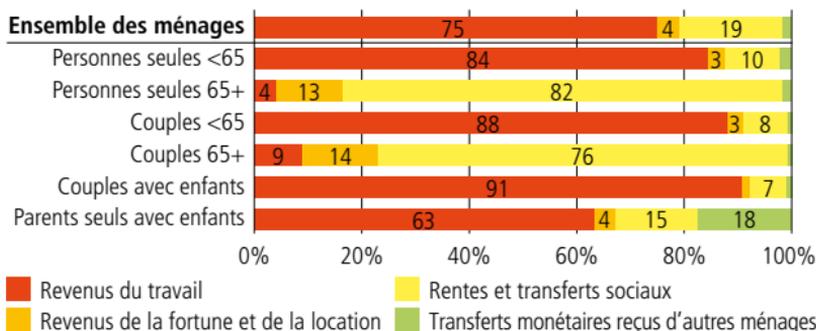
Effectifs selon le type de détention



Récidive

Le taux de recondamnation des personnes condamnées pour crimes et délits se situait à 23% en 2004, après une période d'observation de 3 ans (autrement dit jusqu'en 2007); il était de 33% chez les condamnés mineurs. Les personnes ayant au moins deux antécédents judiciaires sont celles qui présentaient les taux de recondamnation les plus élevés: 57% chez les adultes, et 62% chez les mineurs.

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2006–2008



Budget des ménages: revenus

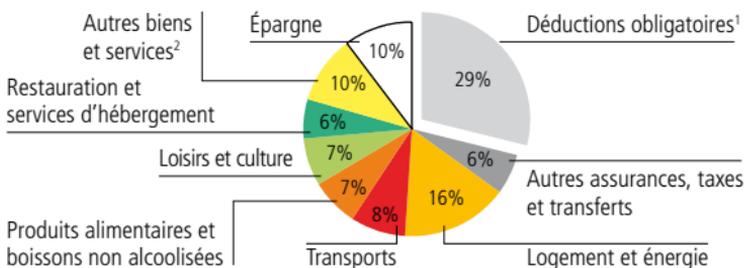
Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (75%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et plus encore les revenus de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable.

Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de près de 18%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de près de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (16%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne quelque 10% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2006–2008



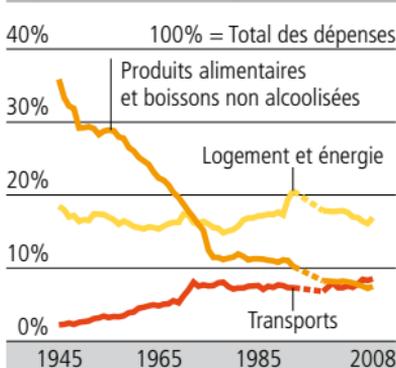
¹ Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

² Moins les revenus sporadiques

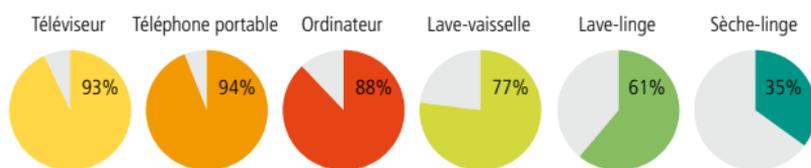
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 8% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de quelque 2% à plus de 8%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equipement en biens de consommation, en 2008



Equipement en biens de consommation

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 88% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur, et 94% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur.

Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2008, plus de 77% des personnes avaient un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2009, seules 1,2% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour des raisons financières. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à 4,4%. La privation la plus fréquente est liée à l'absence de réserves financières: 22% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2000 francs. Viennent ensuite les privations liées aux conditions de logement: 18% de la population vit dans un quartier trop bruyant, 12% dans un quartier avec des problèmes de délinquance et 11% dans un quartier avec des problèmes de pollution.

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Ainsi, le revenu disponible équivalent est un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent. En 2009, les personnes les plus favorisées (20% de la population) disposent d'un revenu disponible équivalent moyen 4,4 fois supérieur à celui des personnes les plus défavorisées (20%).

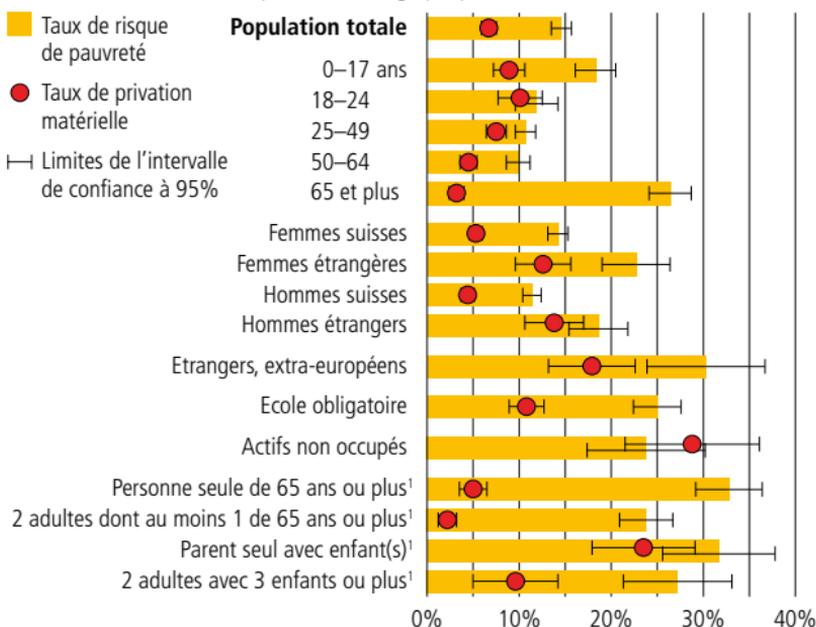
Risque de pauvreté monétaire

Par convention, l'Union européenne fixe le seuil de risque de pauvreté à 60% de la médiane du revenu disponible équivalent. La pauvreté est donc envisagée comme une forme d'inégalité: le fait qu'une personne soit considérée comme à risque de pauvreté ne dépend pas uniquement de sa situation économique propre, mais également de la situation économique des autres personnes dans le pays considéré. A titre illustratif, le seuil de risque de pauvreté se monte en 2009 à 28 700 francs par an pour une personne seule et à 60 270 francs par an pour deux adultes avec deux enfants de moins de 14 ans.

En 2009, 14,6% de la population vivant en Suisse est exposée au risque de pauvreté, soit près d'une personne sur sept. Les groupes sociaux les plus exposés au risque de pauvreté monétaire sont les personnes vivant dans une famille monoparentale ou une famille nombreuse, les personnes de 65 ans ou plus, en particulier celles qui vivent seules, les adultes ayant uniquement fréquenté l'école obligatoire, les actifs non occupés, les personnes de nationalité étrangère – en particulier les ressortissants extra-européens et les femmes, toutes nationalités étrangères confondues – et enfin les enfants de 0 à 17 ans.

Risque de pauvreté et privations matérielles, en 2009

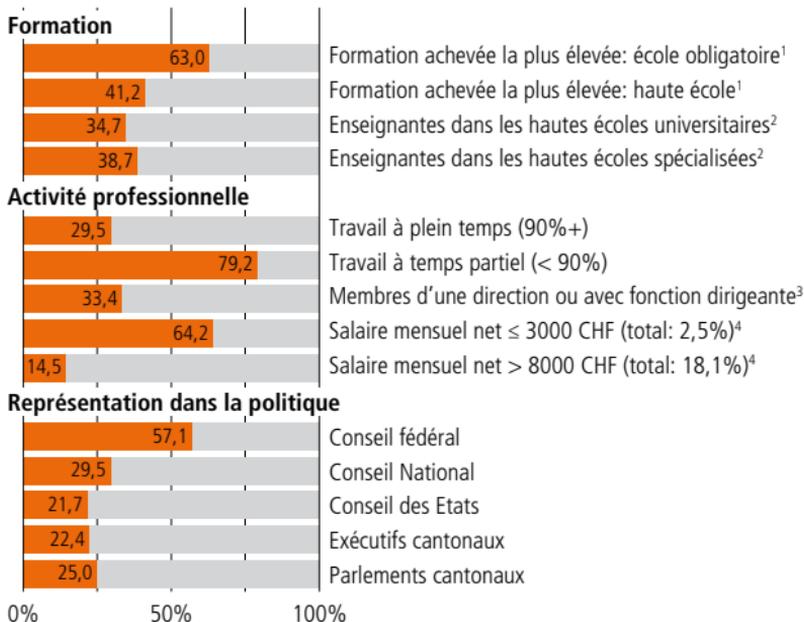
selon différentes caractéristiques sociodémographiques



¹ Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Chiffres clés concernant l'égalité des sexes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2007–2010)



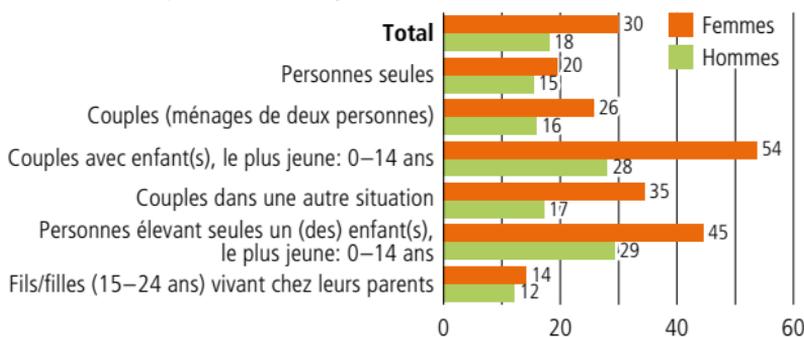
0% 50% 100%

- 1 Population résidente de 25 à 64 ans
 2 Professeures, autres enseignantes, assistantes et collaboratrices scientifiques

- 3 Salarié-e-s
 4 Salarié-e-s occupé-e-s à plein temps, secteurs privé et public (Confédération)

Temps consacré au travail domestique et familial, en 2007

Nombre d'heures par semaine en moyenne



Participation au travail bénévole, en 2007

en % de la population résidente

	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes
Informel	26,3	15,2	Organisé	20,1	27,9
Garde d'enfants de la parenté	8,2	3,7	Associations sportives	5,0	11,4
Soins à des parents adultes	1,8	0,6	Associations culturelles	3,9	5,8
Autres prestations pour la parenté	3,5	3,0	Organisations socio-caritatives	4,4	2,7
Garde d'enfants de connaissances	7,4	1,8	Institutions religieuses	4,3	2,7
Soins à des connaissances adultes	1,5	0,5	Associations de défense d'intérêts	3,0	5,1
Autres prestations pour des connaissances	6,8	6,6	Services d'utilité publique	1,3	3,1
Autres	0,3	0,2	Partis ou institutions politiques	1,0	2,3

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Situation économique et sociale de la population

Sommés-nous sur la bonne voie?

1 Satisfaction des besoins – comment vivons-nous aujourd’hui?

L'espérance de vie en bonne santé augmente	+	Les infractions de violence augmentent	-
Les revenus n'augmentent pas	n	Le taux de sans-emploi est en augmentation	-

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

L'aide publique au développement augmente	+	Les salaires des femmes se rapprochent peu à peu de ceux des hommes	+
---	---	---	---

3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes ne progressent que très peu	n	Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente	+
La dette a augmenté	-	Les populations d'oiseaux nicheurs fluctuent	n
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne	n	Les surfaces d'habitat et d'infrastructure s'étendent	-

4 Découplage – comment les ressources sont-elles utilisées?

Les transports de marchandises croissent plus fortement que l'économie	-	La consommation finale d'énergie par personne stagne	n
La part des transports publics augmente	+	L'intensité matérielle fluctue.	n

Appréciation de l'évolution depuis 1990:

+	positif (favorable au dév. durable)	n	neutre	-	négatif (contraire au développement durable)
---	-------------------------------------	---	--------	---	--

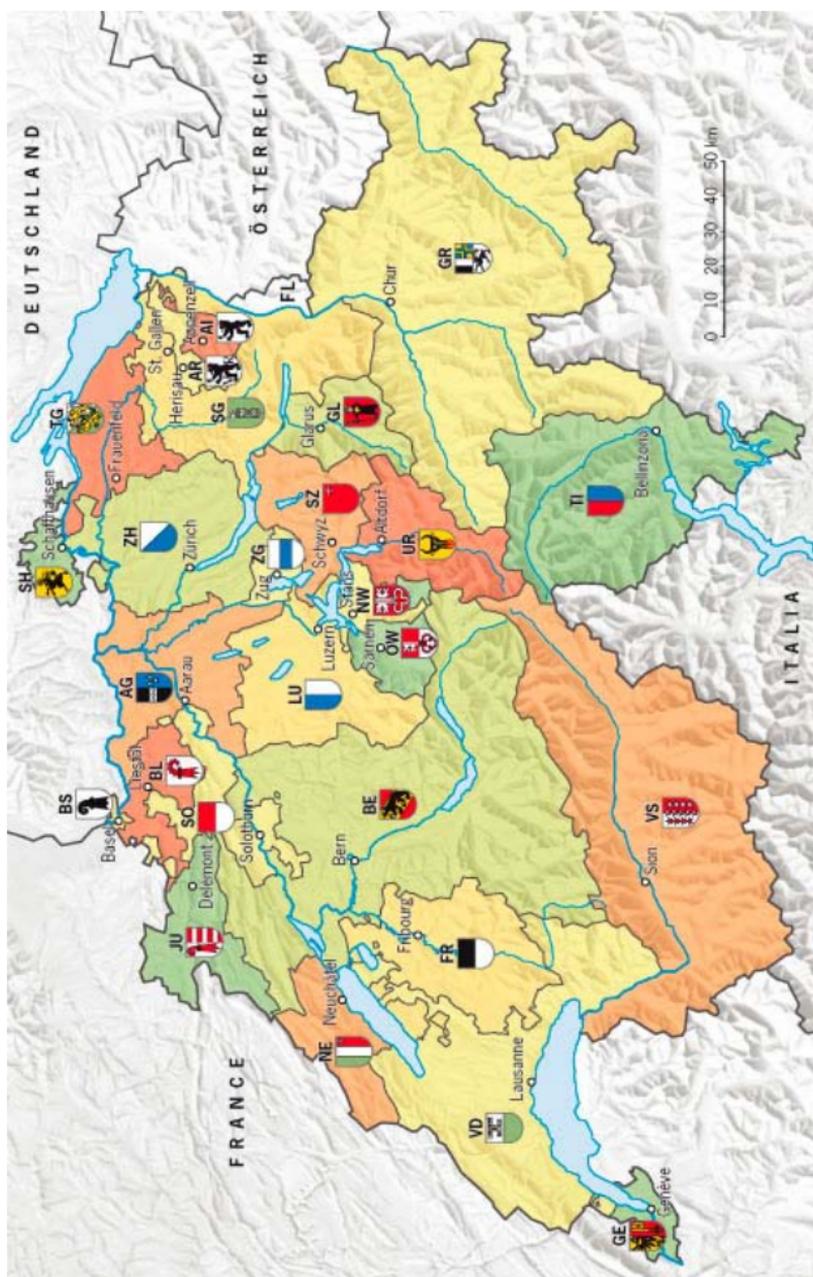
Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi, on est parvenu, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité, mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation. Autre constat ambigu: certaines améliorations à l'intérieur des frontières suisses sont contrebalancées par des dégradations de la situation au niveau mondial.

Il se pose en outre un problème d'équité entre les générations: c'est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd'hui de conditions relativement favorables. Ainsi, 16% des jeunes ne disposent même pas de compétences de base suffisantes en lecture. Et la croissance des zones bâties se fait en grande partie au détriment des terres cultivables.

L'empreinte écologique indique le niveau d'exploitation et les limites des ressources naturelles. Actuellement, en Suisse, l'empreinte écologique par personne est trois fois plus élevée que la biocapacité mondiale moyenne disponible par personne. Cette forte empreinte est principalement imputable à la consommation d'énergie.

Considéré globalement, le développement économique passe souvent par une consommation accrue de ressources environnementales. Autrement dit, plus le revenu national d'un pays est élevé, plus l'empreinte écologique de ce dernier est grande. L'empreinte écologique de la Suisse se situe dans la moyenne de la plupart des pays d'Europe occidentale. Les pays de l'Amérique du Nord et quelques pays d'Europe consomment, par personne, jusqu'à 4,5 fois plus de ressources disponibles par personne que celles auxquelles ils auraient droit. Les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique se situent sur ce plan nettement au-dessous de la moyenne.

Switzerland and its Cantons



26 cantons
147 districts
2551 municipalities
Situation on 1.1.2011
o Cantonal capital

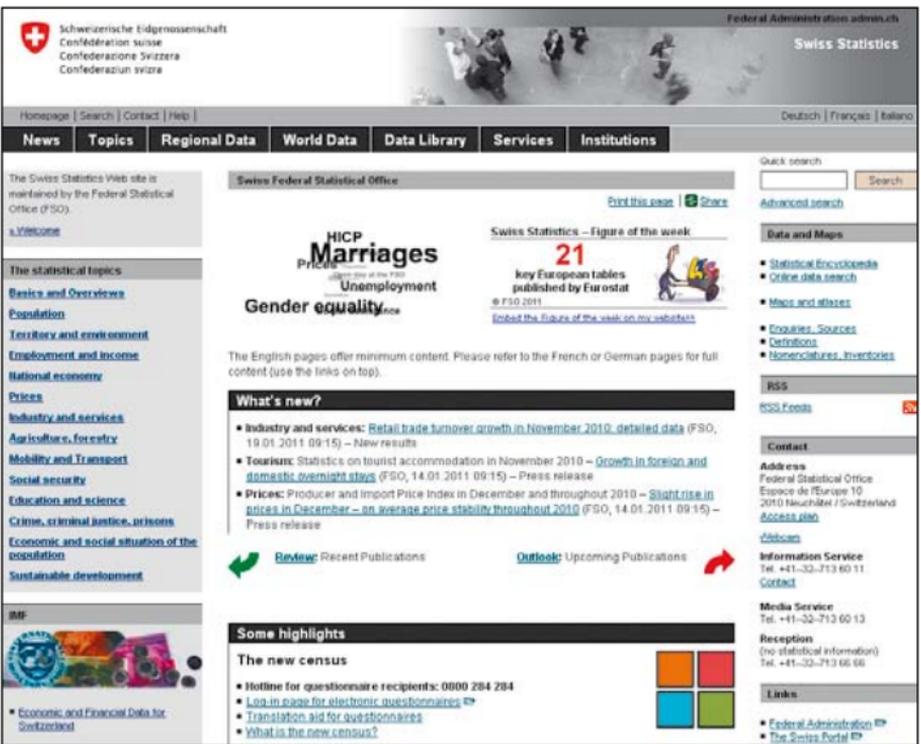
For the key to the canton abbreviations, see the table on page 4

Statistical Yearbook of Switzerland 2011 incl. CD-ROM



The Statistical Yearbook of Switzerland is the standard reference work on Swiss statistics. It provides a comprehensive picture of Switzerland's social and economic situation and contains, along with numerous tables, illustrated overviews of all themes of public statistics. The whole yearbook is published in German and French; in addition, a cross-section summary with the most important statistical information is available in English and Italian. The CD-ROM that accompanies the Statistical Yearbook includes the contents of the Yearbook 2011, complemented by numerous regional statistical and additional tables, as well as two interactive statistical atlases: the Stat@las of Switzerland and the Stat@las of Europe, an atlas of the European regions.

Published by the Federal Statistical Office. 568 pages (hardback), CHF 130 (incl. CD-ROM). Available from bookshops or directly from NZZ Libro, the publishing house of the Neue Zürcher Zeitung. Email: nzz.libro@nzz.ch



The **Swiss Statistical Portal** (www.statistics.admin.ch) is the comprehensive online service for Swiss public statistics. The portal makes available press releases and publications from the Federal Statistical Office (FSO) and other public statistical offices, as well as continually updated detailed results presented in the form of indicators and downloadable tables. Attractive maps and atlases are included in the "Regional" and "International" chapters. By subscribing to the NewsMail service or to automatic RSS feeds, users can keep up to date about our wide range of offerings.

The Mini Statistics Portal <http://mobile.bfs.admin.ch>, a new service introduced by the Federal Statistical Office (FSO) in 2010, provides the most important statistical figures also for mobile devices.

